

cyberpresse.ca

LA PRESSE

3 HOMMES 3 DESTINS

NOS REPORTAGES EXCLUSIFS



PHOTOS DE GAUCHE À DROITE ANDRÉ TREMBLAY, FRANÇOIS ROY, ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE ©

/// L'ENTRAÎNEUR TOURMENTÉ

GUY CARBONNEAU
A VU VENIR LA TEMPÊTE
DES ANALYSES DE FRANÇOIS GAGNON
ET JEAN-FRANÇOIS BÉGIN
PAGES 2 ET 3 SPORTS

/// LE BIJOUTIER INTIMIDÉ

JEAN-GUY POTVIN
FACE À UNE FILIÈRE
SUD-AMÉRICAINNE
UNE ENQUÊTE D'ANDRÉ CÉDILOT
PAGES A2 ET A3

/// LE FINANCIER EFFRONTÉ

VINCENT LACROIX
TRAFIQUAIT SES LIVRES
LA NUIT
UN RÉCIT SIGNÉ DENIS ARCAND
PAGES 2 ET 3 LA PRESSE AFFAIRES

À BAS LA « CENNE NOIRE »

LA PRESSE AFFAIRES
PAGE 1



OUBLIEZ FORSBERG!

LE FRANC-
TIREUR S'EN VA
À NASHVILLE
SPORTS PAGE 7

5200 \$ PAR AN PAR ENFANT

MARIO DUMONT PROPOSE UNE ALLOCATION DE GARDE POUR LES JEUNES D'ÂGE PRÉSCOLAIRE

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Si l'Action démocratique est portée au pouvoir, les parents d'enfants d'âge préscolaire auront droit à un chèque de 100 \$ par semaine pour chaque enfant qui n'occupe pas une place dans

une garderie subventionnée.

« Cela veut dire 5200 \$ par année par enfant, non imposables », a précisé Mario Dumont dans une entrevue accordée hier à *La Presse* à son domicile dans le Vieux-Québec. Cet engagement sera au centre de la campagne de

son parti, « le plus gros morceau du programme », prévoit-il déjà.

« C'est une politique pour aider les familles et, disons-le, nataliste. En France, de telles politiques ont augmenté significativement les taux de naissance, et le Québec est rendu là », insiste-t-il.

En 2003, l'ADQ avait proposé des « bons de garde » destinés aux parents, en remplacement de subventions aux garderies.

► Voir DUMONT en page A10

AUTRES TEXTES EN PAGE A7

Montréal Pas de pitié pour les gangs de rue

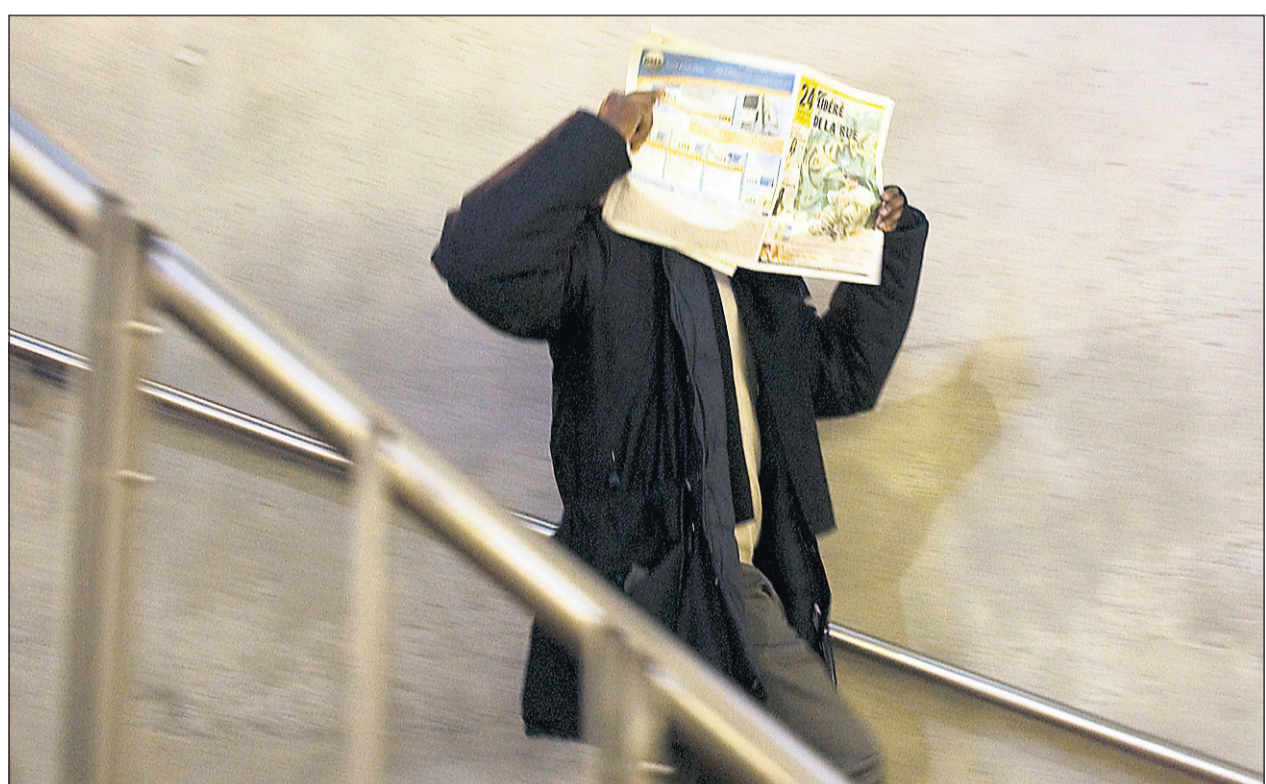


PHOTO IVANO DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Les gangs de rue inquiètent de plus en plus à Montréal. Pendant que les plaidoiries sur sentences se poursuivent au procès des membres du gang de la rue Pelletier (sur notre photo, un de ceux-ci se défilait le jour de son jugement en janvier), le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) dit vouloir renforcer la lutte contre ces organisations. Le nombre d'homicides liés à ces groupes a fait un bond depuis 2005. Nos informations en page A8.

Un cimetière musulman au cœur d'un triste litige

CHRISTIANE DESJARDINS

En 2004, Louisah Boullah-bel-Fellah succomba à un cancer à l'hôpital Saint-Luc. Ses enfants la font inhumer au cimetière musulman du Québec, à Laval, et ornent sa sépulture d'un monument et d'un aménagement paysager. Mais leur deuil n'allait pas s'arrêter là.

C'est que l'aménagement va à l'encontre de règles du cimetière. Comme aucun arrangement raisonnable n'a été possible, les enfants de la défunte demandent aujourd'hui son exhumation afin qu'elle repose en paix, loin de ce qu'ils considèrent comme de l'intégrisme. Nafissah Fellah et son frère Zakaria Fellah demandent en outre une injonction contre le Centre islamique du Québec El-Markaz Islami.

► Voir LITIGE en page A12

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
« Moi aussi, j'exige des excuses! »
— Jean-Marie Le Pen
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



Roy Hargrove Quintet

MERCREDI 28 FÉVRIER • 20H
SPECTRUM DE MONTRÉAL

Dans le cadre du

Hydro Québec présente

FESTIVAL MONTRÉAL EN LUMIÈRE

BILLETS
Achats en personne au
Spectrum de Montréal
318, Sainte-Catherine Ouest

INFOS
514 288-9955
1 888 477-9955
montrealenlumiere.com

LA PRESSE

A 2
VOLS DE BIJOUX

PHOTO ASSOCIATED PRESS

Les diamants comptent parmi les pierres précieuses les plus convoitées par les réseaux de voleurs de bijoux partout dans le monde. Le gang actif au Canada n'échappe pas à cette tendance mondiale.

DES VOLEURS AUX

Oubliez les petits malfrats qui arrachent les sacs à main des vieilles dames. Les « bandits de grand chemin », ici comme ailleurs dans le monde, viennent souvent d'Amérique du Sud. Leurs principales victimes sont des représentants qui font le tour des bijouteries pour y proposer leur marchandise. Le plus souvent, ces vols rapportent gros et se passent à la vitesse de l'éclair, sans brutalité. Mais pas toujours.



ANDRÉ CÉDILOT

Sa tournée des bijouteries terminée, à la fin de l'après-midi du 16 mars 2006, Jean-Guy Potvin regagne sa voiture pour rentrer

chez lui. À peine a-t-il le temps d'ouvrir le coffre qu'une fourgonnette avec quatre hommes à bord fonce sur lui. Sans crier gare, l'un d'eux l'ébranle d'un coup de poing à la figure pendant qu'un autre l'agrippe par un bras et lui arrache sa mallette, qui contient 250 000 \$ en bijoux. « Je la tenais si solidement que la poignée m'est restée dans les mains », se rappelle-t-il.

Encore sous l'effet du choc, Robert P., autre représentant d'un joaillier, raconte comment, le 13 février 2005, il a réussi à désarmer deux voyous qui tentaient de le voler dans un stationnement près de chez lui. « J'en ai vu un du coin de l'œil et, quand ils se sont approchés, je les ai fait fuir en les frappant avec une matraque télescopique. L'un tenait un pistolet et l'autre une mitraillette. J'ai eu la peur de ma vie », dit-il.

Les cas de violence comme ceux-là sont l'exception. Il n'en reste pas moins, selon la Corporation des bijoutiers du Québec, qu'il se produit deux ou trois gros vols du genre par année, à Montréal. « Ça vient par vagues. Au printemps surtout, alors qu'il y a des congrès et des expositions

un peu partout, et à l'approche de Noël », explique son président, André Marchand.

Mince consolation : la situation est pire à Toronto et Vancouver, plaques tournantes du commerce de bijoux au Canada.

À en croire le site Internet du FBI, c'est un véritable fléau aux États-Unis. La situation est telle que des grands corps de police comme New York, Los Angeles et San Francisco ont des escouades spéciales qui travaillent main dans la main avec le FBI, les douanes et les services d'immigration. Généralement commises par des bandes organisées de voleurs venus d'Amérique du Sud (en particulier de la Colombie, du Pérou, du Chili et de l'Argentine), ces attaques contre les vendeurs de bijoux gagnent

l'Europe et l'Asie. Interpol a aussi été mis à contribution pour les traquer d'un pays à l'autre.

Dans les faits, le phénomène a commencé il y a une vingtaine d'années, mais il s'est amplifié et s'est raffiné depuis les années 90. Selon la police, on est loin des petits voleurs à l'esbroufe des années 80, qui repéraient leurs proies dans la foule et les distrayaient en les aspergeant de moutarde. Quand la victime encore énervée déposait sa valise pour nettoyer ses vêtements, le voleur s'en emparait et prenait la fuite. À l'époque, la police avait fiché plus de 200 suspects, seulement à Montréal.

« On parle maintenant de malfaiteurs professionnels, de bandes criminelles organisées », explique le lieutenant-détect-

QUELQUES CHIFFRES

- > Depuis trois ans, 83 personnes ont été arrêtées et condamnées.
- > Un réseau de 13 personnes a été démantelé dans la région d'Ottawa, les policiers ont récupéré pour 1,5 million de dollars de bijoux.
- > 42 000 \$, la somme transférée vers la Colombie en six mois par une femme de la région d'Ottawa.
- > La Corporation des bijoutiers du Québec compte plus de 400 membres.
- > 20 000 \$, la prime annuelle moyenne pour assurer la marchandise des grossistes en bijoux.
- > L'été dernier, des Colombiens de Montréal ont été fraudés de plus de 70 000 \$ avec des billets de Loto-Québec dans une magouille orchestrée par ces réseaux.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ACTUEL 8
Astrologie du jour	ACTUEL 5
Bourses	AFFAIRES 7, 8 ET 9
Décès	ACTUEL 6
Forum	A16 ET A17
Horaires télévision	ARTS 4
Loteries	A6
Monde	A13, A14 ET A15
Petites annonces	ACTUEL 4 AFFAIRES 4
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Passages nuageux en après-midi, maximum -9, minimum -12. SPORTS 8

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

Les grossistes sur leurs gardes

ANDRÉ CÉDILOT

« La nature même de notre travail nous rend vulnérables. On est seuls et on se déplace avec des bijoux de grande valeur. On ne peut les vendre par catalogue ou par Internet. Les bijoutiers veulent voir ce qu'ils achètent, ils veulent toucher, vérifier la brillance, les imperfections des bijoux », explique Robert P., au service d'un grossiste de Toronto depuis quatre ans.

« Avant, ce n'était pas dangereux. Les manufacturiers nous remettaient des échantillons en laiton qu'on montrait aux clients, mais ce n'est plus le cas. Il y a trop de modèles, trop de nouveautés d'une année à l'autre, ça coûterait trop cher de moules », explique Jean-Guy Potvin, qui est dans le métier depuis 30 ans.

S'il y a des représentants qui savent combien il est périlleux de se promener avec des bijoux, ce sont eux. Depuis quatre ans, on leur a dérobé près de 2 millions en bijoux lors de sept vols. C'est sans compter toutes les fois où ils ont été suivis. Ils connaissent tous deux d'autres vendeurs de Montréal et Toronto qui ont aussi été victimes des gangs sud-américains. « C'est devenu une hantise », confie Robert P., 44 ans, qui n'a pourtant pas froid aux yeux. C'est lui, en 2005, qui a mis en fuite deux Latino-Américains armés d'un pistolet et d'une mitraillette.

La première fois qu'il s'est fait voler, l'année précédente, Robert P. faisait ses courses à l'épicerie

avec sa femme. Un couple est arrivé et a créé une diversion en fonçant dans son chariot. « La première chose qu'on a vue, l'homme était parti avec mon sac, qui contenait 100 000 \$ en bijoux. J'ai couru après, mais je n'ai pu le rattraper. » La semaine suivante, il était avec l'un de ses patrons de Toronto quand ils ont été pris à partie dans leur voiture, à la sortie d'un restaurant. Les suspects, au nombre de huit, étaient armés de bâtons et de gaz poivre. Bilan de cette brutale agression : ecchymoses et dents cassées pour son patron, et pour 1,2 million de

13 personnes liées à des bandes latino-américaines.

En raison de ces coûteuses mésaventures, les deux vendeurs prennent évidemment toutes sortes de précautions. « Chaque fois que je monte dans ma voiture ou que j'en descends, je vérifie les alentours afin de m'assurer qu'il n'y a rien de louche. Au volant, je surveille pour savoir si quelqu'un me suit. J'ai toujours un cellulaire à portée de la main. Le soir, quand j'approche de la maison, j'appelle ma femme », souligne Robert P., qui paye encore pour les pertes subies à la suite

« C'est loin d'être un job facile. On pense toujours qu'on est suivi et on est toujours sur nos gardes. C'en est au point où, là où je me sens moins en sécurité, je fais des détours et j'appelle le client avant d'arriver à sa bijouterie. »

bijoux envolés.

En octobre 2004, Jean-Guy Potvin était dans une station-service en train de payer sa facture d'essence quand des inconnus ont brisé une vitre latérale de sa voiture et actionné le mécanisme d'ouverture du coffre arrière afin de s'emparer de trois valises remplies de bijoux. « Ça n'a pas pris 20 secondes que tout était fini », s'étonne-t-il encore. Heureusement, la police a récupéré une partie du butin quelques semaines plus tard, en arrêtant

des vols. Estimant les primes trop chères, « dans les 20 000 \$ par année », a-t-il dit, il n'a pas d'assurances.

« C'est loin d'être un job facile. On pense toujours qu'on est suivi et on est toujours sur nos gardes. C'en est au point où, là où je me sens moins en sécurité, je fais des détours et j'appelle le client avant d'arriver à sa bijouterie », assure Jean-Guy Potvin, 65 ans.

Sur un plan plus pratique, il a fait installer dans le coffre de sa voiture un système d'ancrage

spécialement conçu pour protéger ses valises de bijoux.

« On voit des progrès, mais ça reste très dangereux. Il y a encore trop de vendeurs qui pensent que ça ne peut arriver qu'aux autres. Plus les gens font attention, moins les voleurs ont de chances de passer à l'action », commente le président de la Corporation des bijoutiers du Québec, André Marchand, qui représente plus de 400 membres.

Conscient des dangers qui guettent les représentants, il a organisé une rencontre pour parler de sécurité et de prévention.

« Il y avait 142 personnes et trois policiers. Du jamais vu », souligne-t-il. On donne aussi plein de conseils sur le site Internet de l'organisme. « Pour le reste, on se tient au courant de ce qui se passe ici et ailleurs, et on avise les membres. Le mot d'ordre reste bien sûr la vigilance à longueur d'année », relate le porte-parole de l'industrie québécoise des bijoux.

Après des débuts cahoteux, selon lui, la collaboration avec les policiers s'est améliorée. « Il y a quelques années, ils nous prenaient plus ou moins au sérieux. Ils ne se parlaient pas entre eux et on avait l'impression qu'ils ne voulaient pas faire d'enquêtes. Aujourd'hui, ils sont beaucoup plus actifs et ils coopèrent avec nous », assure M. Marchand, qui rappelle que des policiers armés montaient la garde lors de la dernière grande exposition de bijoux tenue à Montréal, l'an passé.

VOLS DE BIJOUX



Le lieutenant Robert Laplante montre la photo de Fernando Suarez Garcia, présumé chef du réseau de voleurs colombiens.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

MILLE FACETTES

...tive Robert Laplante. Avec son équipe d'enquêteurs du Centre opérationnel Sud, il a traité bon nombre des 90 dossiers de vols de bijoux et de maisons de change signalés à la police de Montréal depuis cinq ans.

Ici comme ailleurs, les « gangs de voleurs sud-américains » font aussi dans les vols à l'étalage et la fraude à l'aide de cartes de crédit. Leurs cibles favorites sont les grands magasins, les aéroports, les restaurants, les hôtels et autres lieux touristiques où il y a foule. Parfois aussi, ils montent des arnaques contre leurs propres compatriotes qui vivent ici. On en a eu un bel exemple l'été dernier, quand un couple d'escrocs de la Colombie a volé 70 000 \$ en se servant de billets de Loto-Québec. Bon an, mal an,

le nombre de ces crimes, surtout dans le centre-ville, oscille entre 100 et 125.

Selon le lieutenant Laplante, le modus operandi des voleurs de bijoux est partout le même. Ils

« Les vols sont planifiés, préparés. La discipline et la patience sont leur marque de commerce. »

entrent dans les divers pays avec d'authentiques passeports mexicains, mais sous de faux noms. De connivence avec des « antennes » locales, ils se mettent à la chasse aux victimes. Une fois la cible trouvée, ils agissent par groupes de cinq ou six. Ces petits commandos se déplacent dans plusieurs véhicules, utilisent des cellulaires ou des talkies-

walkies et attendent le moment propice pour passer à l'action. C'est ainsi qu'ils peuvent suivre leur proie pendant des semaines dans l'île de Montréal ou ailleurs. À la moindre négligence

ou faute d'inattention, ils lui volent ses bijoux. La plupart du temps, ils ont recours à la ruse, et le vol se passe à la vitesse de l'éclair, sans brutalité.

« Les vols sont planifiés, préparés. La discipline et la patience sont leur marque de commerce. Ils sont aussi très mobiles. Parfois, ils ont des contacts dans plus d'une ville. Quand ils se

croient démasqués ou talonnés, ils retraitent dans leur base locale ou ils s'en vont à Toronto, Calgary ou Vancouver », explique le détective montréalais. C'est justement quand ils « sentent la soupe chaude » qu'ils recourent à la violence, parfois en utilisant des armes. « Ils sont prêts à tout pour réussir leur coup », ajoute l'officier.

En général, les brigands ne prennent même pas la peine de se déguiser. Comme ils changent facilement d'identité, le seul moyen pour les policiers de les identifier, c'est par leurs empreintes digitales. « On en a arrêté ici qui avaient de 25 à 30 alias dans les fichiers du FBI aux États-Unis », souligne le lieutenant Laplante.

« Quand ils se font prendre, comme il n'y a généralement pas de violence, ils sont accusés de vol simple. Ils se dépêchent de plaider coupable, sachant qu'ils vont s'en tirer avec une légère peine de prison », ajoute le policier. Ici comme aux États-Unis, ils restent en moyenne incarcérés à peu près un an. Ils sont ensuite expulsés pour s'être trouvés illégalement dans un pays. De retour chez eux, ils se procurent un autre passeport et reprennent leur manège. Ils reviennent ici ou ils prennent la direction d'un autre pays. Bref, c'est le jeu du chat et de la souris partout sur la planète...

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste :
andre.cedilot@lapresse.ca

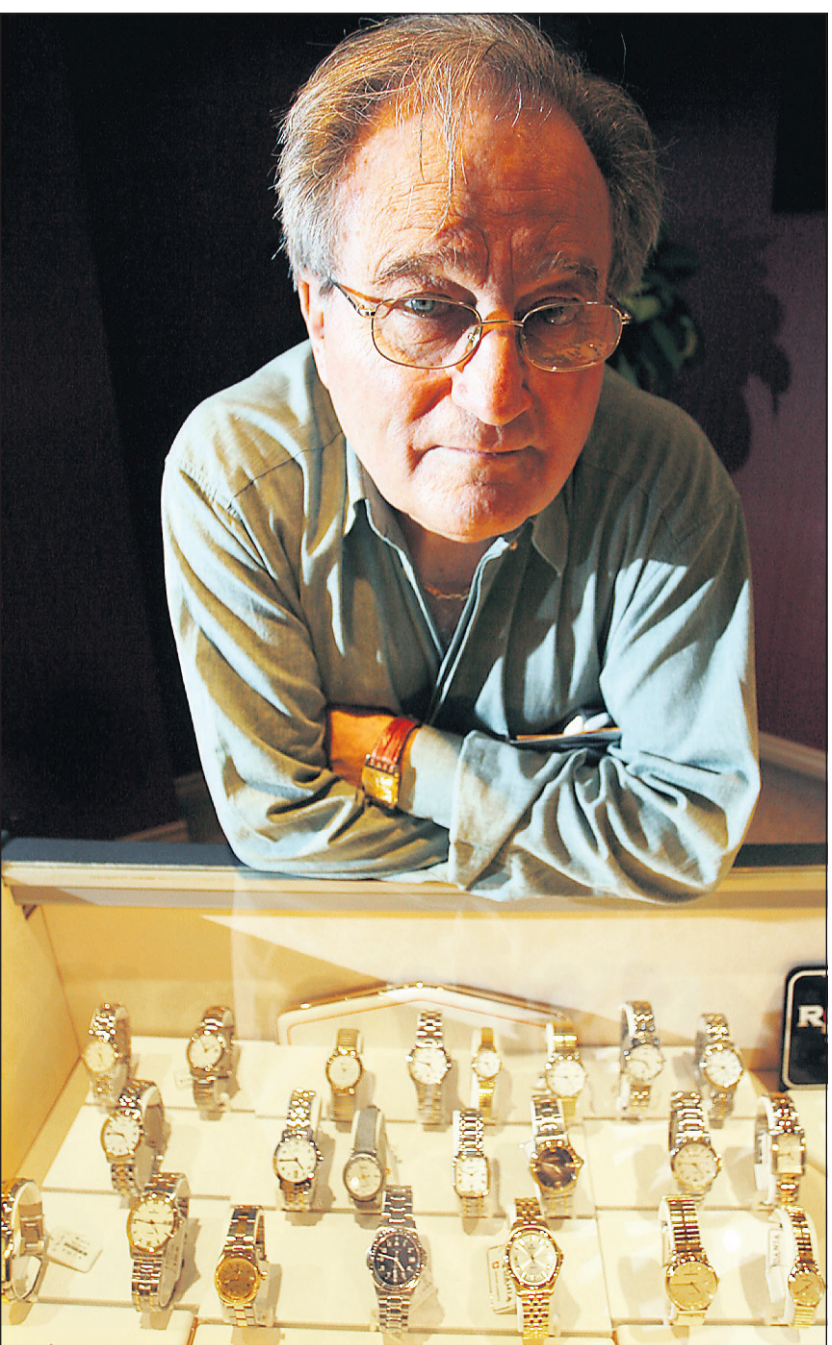


PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

Jean-Guy Potvin, grossiste de bijoux, a eu maille à partir avec les réseaux de voleurs. Il est même l'un des rares à avoir été impliqués dans une empoignade plutôt violente avec les malfaiteurs. L'expérience l'a incité à modifier son coffre d'auto pour mettre sa précieuse marchandise à l'abri.

Brigands sans papiers retournés en Amérique du Sud

ANDRÉ CÉDILOT

« C'est comme aux échecs : il faut être patient et surtout bien connaître l'adversaire. » C'est ainsi que le lieutenant-détective Robert Laplante explique les succès de la police de Montréal contre les « brigands de grand chemin » venus d'Amérique du Sud. Depuis trois ans, 83 d'entre eux ont été arrêtés et condamnés. Une bonne majorité ont été renvoyés dans leur pays d'origine, en Colombie et au Pérou notamment.

Pour la police, il s'agit de prendre les voleurs sur le fait. « Comme ils possèdent de faux papiers et qu'ils restent muets quand on les arrête, il faut monter des souricières », note le policier. C'est ainsi que, le printemps dernier, son équipe d'enquêteurs a épinglé trois Péruviens qui épiaient un vendeur de bijoux. Les suspects rôdaient dans la rue Sainte-Catherine quand le lieutenant Laplante les aperçut par hasard en allant manger. Deux ont déjà reçu leur peine et seront expulsés à la première occasion. La cause du troisième est toujours devant la Cour du Québec. Dans son cas, le tribunal de l'immigration n'a pas reconnu son lien avec un gang organisé.

Grâce aux empreintes digitales, les détectives montréalais ont pu savoir que les trois hommes étaient fichés aux États-Unis, mais sous d'autres noms. L'un avait aussi des contacts à Toronto. « Aussi bizarre que cela puisse

paraître, ils vont être renvoyés dans leur pays sans qu'on sache leurs vrais noms », fait remarquer le détective montréalais. Ici comme aux États-Unis, la police a déjà écroué des « Latinos » portant une trentaine d'identités différentes sur des passeports, cartes de crédit, permis de conduire ou d'autres documents trouvés en leur possession.

Dans la soirée du 20 mars 2006, un de ces voleurs en visite

Ici comme aux États-Unis, la police a déjà écroué des « Latinos » portant une trentaine d'identités différentes sur des passeports, cartes de crédit, permis de conduire ou d'autres documents trouvés en leur possession.

à Montréal a été trouvé mort dans le coffre d'une voiture en marche, près de l'intersection des rues Bélanger et Drolet. La police a des raisons de croire qu'il a été assassiné par balle en tentant de dévaliser un client qui sortait d'un bureau de change. Des témoins ont vu plusieurs individus prendre la fuite à la suite d'un échange de coups de feu. Il

a fallu quelques jours avant de trouver l'identité de la victime. Personne n'a été arrêté pour ce crime.

L'un des plus beaux coups de la petite escouade du centre-ville a été le démantèlement, il y a deux ans, de trois de ces cellules de voleurs itinérants. À la suite d'une longue enquête qui s'est terminée à Ottawa, 13 personnes, presque toutes parentes, avaient été arrêtées. Sauf deux qui avaient leur citoyenneté canadienne, elles ont toutes été expulsées dès leur sortie de prison. Une bonne vingtaine de dossiers ont été fermés, et la police a récupéré 1,5 million en bijoux. En l'espace de six mois, une femme avait petit à petit expédié en Colombie 42 000 \$ en billets de 1000 \$.

« Ce sont des as du vol. Ils sont patients et très mobiles. Pour les contrer, il faut bien connaître leur façon de procéder, leurs habitudes et leur psychologie », explique le lieutenant Laplante, tout en louant le travail d'analyse de sa collègue Dominique Boucher. « Elle collige et analyse avec une patience incroyable les renseignements que l'on reçoit. Elle les connaît par cœur. On la considère d'ailleurs comme une experte devant le tribunal de l'immigration », raconte-t-il. Le tableau de chasse du CO-Sud est tel que la police de Toronto est venue chercher de l'inspiration à Montréal, l'an passé.



PHOTO ALAIN DION, LA VOIX DE L'EST

Les secouristes ont mis 40 minutes à dégager le corps de la victime ensevelie sous la neige, avant de pouvoir pratiquer les manoeuvres de réanimation. Il s'agit du premier décès du genre au Québec.

Tué dans l'effondrement d'un abri pour fumeurs

KARINE BLANCHARD
LA VOIX DE L'EST

GRANBY — Un employé de l'usine Transformateur Delta, de Granby, a péri dans des circonstances tragiques sous les yeux de ses collègues, hier matin, lorsque le toit d'un abri pour fumeurs s'est effondré sur lui.

Le drame est survenu vers 10 h, au moment où tous les employés allaient prendre leur pause matinale. Plusieurs fumeurs se sont alors réfugiés dans l'abri aménagé à côté de l'usine.

Mais le toit a cédé, vraisemblablement sous le poids de la neige. « C'est la première hypothèse », affirme Benoît Desautels, porte-parole de la sûreté municipale de Granby.

Trois travailleurs se sont retrouvés coincés sous l'abri. Deux d'entre eux ont réussi à s'en extirper par eux-mêmes et ont subi des blessures mineures.

Leur collègue, un homme dans la trentaine et père de deux jeu-

onné, il a cessé de parler... » raconte Robert Côté, un employé qui a participé à la tentative de sauvetage.

« On essayait de soulever le toit, mais la tôle s'effritait », poursuit-il, encore sous le choc.

À l'arrivée des secouristes,

le toit. Tout le monde a déneigé, même les employés », raconte Jean-Philippe Dion, superviseur au service ambulancier de Granby.

Les ambulanciers ont pratiqué des manoeuvres de réanimation, sans succès. L'homme,

« On peut se demander si ce type d'abri est susceptible de supporter ou non le poids de la neige », a indiqué un porte-parole de la CSST.

nes enfants, n'a pas eu la même chance. Projeté contre une table, il a été écrasé par le toit et la neige.

« On l'entendait crier: "sortez-moi de là, je vais mourir". On se penchait pour lui parler et il nous parlait. Un moment

l'homme était toujours en vie. Quelques minutes plus tard, il a subi d'un arrêt cardiaque. Il aura fallu une quarantaine de minutes avant que les secouristes aient accès à la victime. « Ça n'a pas été facile à cause de la neige. Il y en avait environ quatre pieds sur

qui travaillait depuis trois ans chez Transformateur Delta, a été conduit au centre hospitalier de Granby où son décès a été constaté.

Plusieurs collègues, impuissants, ont assisté à la tragédie. L'usine emploie 135 personnes.

« C'était un bon gars qui avait deux enfants. Son ex-femme est en phase terminale. Ses deux enfants seront des orphelins... », a dit Carol Gagné, atterré, à la sortie de l'usine.

En après-midi hier, la Sûreté du Québec s'est rendue sur place pour l'enquête. La Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) va aussi faire enquête sur cet accident. En début d'après-midi hier, des inspecteurs se sont rendus sur place.

Un abri non sécuritaire

« Le mandat premier est de sécuriser les lieux et ensuite, de prendre des déclarations et des photos pour amorcer notre enquête », explique Claude Trudel, responsable des communications pour le bureau régional de la CSST.

Mais une chose est certaine: le fumoir extérieur n'était pas sécuritaire. « C'est difficile de le considérer sécuritaire quand on sait ce

qui est arrivé. On peut se demander si ce type d'abri est susceptible de supporter ou non le poids de la neige », précise M. Trudel.

La CSST et le Bureau du coroner s'entendent pour dire qu'il s'agit du premier décès à survenir dans ce type d'installation au Québec.

La tempête fait trois victimes au Québec

Maintenant, le déneigement

MARIE-ANDRÉE AMIOT

La tempête est maintenant terminée, mais elle a laissé des traces dans presque toute la province. En Estrie, où elle a été particulièrement forte, le réveil a été pénible pour les Sherbrookoïses. La région a été ensevelie sous près de 60 cm de neige. C'est la plus forte précipitation en une journée à Sherbrooke depuis qu'Environnement Canada compile ces statistiques.

Trois personnes ont perdu la vie. Deux Sherbrookoïses ont succombé à des attaques cardiaques alors qu'ils pelletaient et un homme de 33 ans a été intoxiqué au monoxyde de carbone après s'être endormi dans son véhicule en marche. La neige qui tombait a fini par boucher le tuyau d'échappement du véhicule.

À Montréal, où la tempête a été moins forte que prévu, les opérations de chargement de la neige ont été entreprises. Près de 200 souffleuses et camions se partageaient déjà plus de 4000 km de rues et de trottoirs hier matin, aux aurores.

En après-midi et en soirée, les arrondissements du centre-ville, tels Ville-Marie et le Plateau, ont emboîté le pas. Ce matin, tous les arrondissements passeront en mode chargement, une opération qui devrait s'étirer jusqu'à dimanche soir, peut-être même lundi.

L'administration Tremblay-Zampino affirme par ailleurs que les équipes de cols bleus ont procédé à de l'épandage d'abrasif dès que la neige a cessé, hier matin. Les arron-

dissements ont donné la priorité aux grands axes de transports en commun et aux trottoirs.

Marcel Tremblay, responsable du déneigement au comité exécutif de la Ville, rappelle à la population de faire preuve de prudence aux abords de la machinerie lourde et de respecter les panneaux d'interdiction de stationnement.

En raison des bouchons de circulation au centre-ville de Sherbrooke, des ambulanciers ont dû rebrousser chemin à quelques centaines de mètres de l'Hôtel-Dieu afin de trouver un autre itinéraire.

Si les artères sherbrookoïses se sont transformées en une gigantesque aire de stationnement mercredi, elles étaient pratiquement désertes hier. Bon nombre de travailleurs sont restés à la maison et tous les établissements scolaires étaient fermés. Mercredi, la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSRS) avait choisi de poursuivre ses activités normalement. La CSRS a fait son mea culpa hier et a reconnu avoir pris une mauvaise décision.

Environ 600 élèves sont restés coincés plusieurs heures dans la circulation à bord des autobus scolaires, lors du retour au bercail. Certains sont arrivés à la maison à 23 h, suscitant une vive inquiétude et des critiques virulentes de parents. Environ 25 élèves ont dû passer la nuit dans les écoles Montcalm et Sacré-Cœur.

Disparition liée à la tempête?

Par ailleurs, un jeune cycliste de 16 ans de Sillery, en banlieue de Québec, n'avait toujours pas été retrouvé hier. Alexandre Morin, décrit par ses proches comme un athlète prometteur et un élève modèle, n'a pas été revu depuis qu'il a quitté la maison durant la tempête pour faire son jogging quotidien. La police de Québec, qui a ratissé les environs, n'écarte aucune hypothèse.

Le jeune homme pourrait notamment s'être effondré à la suite d'un problème de santé, et la neige tombée en abondance pourrait empêcher les secouristes de l'apercevoir. La direction de l'établissement où enseigne sa mère a lancé en matinée une battue après avoir été informée de sa disparition.

Nouveau règlement à Trois-Rivières

Une vingtaine de Trifluviens ont été étonnés hier de constater que leur boîte aux lettres contenait un avis leur indiquant qu'ils allaient recevoir prochainement une amende de 100 \$ pour avoir jeté de la neige dans la rue. Après la tempête, une brigade blanche a sillonné les rues à la recherche de délinquants de la pelle. Vingt infractions ont ainsi été enregistrées mercredi.

Avec l'aide de Sara Champagne (La Presse), David Bombardier (La Tribune), Elizabeth Fleury et Pierre-André Normandin (Le Soleil) et Marie-Ève Lafontaine (Le Nouvelliste)

WHAT ARE YOU MADE OF?
De quoi êtes-vous fait ?

JEFF GORDON ET SA CARRERA ACIER ET OR 18 CARATS
CHRONOGRAPHE AUTOMATIQUE \$4,250
866-260-0460 www.tagheuer.com



YVES BOISVERT

Comment Toronto peut inspirer Montréal

TORONTO — Un des grands clichés de la vie politique québécoise consiste à dire que Toronto a sur Montréal l'avantage d'être à la fois la ville la plus importante de l'Ontario ET le siège de la capitale provinciale.

Autrement dit, on présume que, comme l'hôtel de ville de la métropole est à une petite marche de Queens Park, la complicité règne de toute éternité entre le maire de Toronto et le premier ministre ontarien.

Ah! Si seulement les sous-ministres et les autres fonctionnaires de Québec comprenaient les réalités montréalaises, s'ils vivaient ici, tout irait tellement mieux, nous disent les « décideurs » montréalais.

Oubliez ça, vous diront les gens de l'hôtel de ville de Toronto. Les quelques centaines de mètres à franchir dans la rue University pour aller de l'hôtel de ville torontois au parlement ontarien sont chargés d'autant de malentendus, d'incompréhension et de méfiance que les 260 km de l'autoroute 20 qui vous mènent de la rue Notre-Dame à l'Assemblée nationale.

quelques comiques au conseil municipal plaident pour la séparation de Toronto. Pourquoi sans cesse plus de responsabilités coûteuses, mais aucun pouvoir accru? Par quel moyen changer radicalement les rapports entre la capitale et la métropole, pour sortir du cercle vicieux de la quasi-tutelle? Personne ne voyait d'issue parce que, comme au Québec, donner l'impression de faire plaisir à la grande ville n'était pas rentable politiquement.

À l'affrontement classique, on a préféré la stratégie de l'encerclement. Créer un mouvement qui allait rallier les grandes villes, les gens d'affaires et les universitaires autour de l'idée que le succès économique du pays passe par les grandes villes.

Dieu sait qu'on a entendu le refrain depuis cinq ans dans les médias, les chambres de commerce, les colloques universitaires. C'est un mouvement international, bien entendu. Mais au Canada, ce mouvement est parti ici, pas loin du 11^e étage de l'hôtel de ville de



La Tour du CN, emblème de Toronto, se reflète dans le mur vitré du Centre des arts. La métropole possède depuis le 1^{er} janvier des pouvoirs accrues.

PHOTO RENE JOHNSON, PC

des villes comme moteur économique», dit-il.

Bien sûr, les enjeux sont communs aux grandes zones urbaines : transport, infrastructures, services sociaux, police, etc. Mais si les gens de Toronto ont parti ce mouvement, c'était pour des fins bien locales.

dans une entrevue de fin d'année, le premier ministre a déclaré qu'il cherchait des idées pour Toronto. Nous lui avons envoyé une autre invitation.»

Miller a été élu maire en 2003. Il a invité les maires des 10 plus grandes villes et a invité le premier ministre de l'Ontario à leur adresser la parole. Ce n'était pas gratuit. Tranquillement, la sensibilisation se faisait, les esprits se rapprochaient...

Il fut décidé que des fonctionnaires de la ville et de la province travailleraient ensemble à l'élaboration d'une charte pour Toronto. «Tout le monde est arrivé à ces rencontres avec ses préjugés. On a passé les quatre premiers mois simplement à s'entendre sur le sens des mots et à apprendre à se faire confiance.»

De ces rencontres est né un rapport qui recommandait de donner les pleins pouvoirs à la Ville de Toronto. Puis la Loi sur Toronto, entrée en vigueur le 1^{er} janvier. Au

lieu d'avoir les pouvoirs que le gouvernement lui donnait explicitement, la Ville a maintenant tous les pouvoirs... sauf ceux qui sont dans une liste d'exceptions.

«On n'a pas eu tout ce qu'on demandait, mais bien franchement, on ne pensait jamais avoir tout ce qu'on a eu! Une liste d'exceptions, avec le temps, on peut la faire diminuer. Nous avons complètement renversé les choses.» Un exemple : Queens Park n'a aucune objection à ce que Toronto négocie directement avec le fédéral pour obtenir sa part de la TPS. Ça lève les objections constitutionnelles. Les pouvoirs de taxation locale sont accrues, comme plusieurs autres, dont les avantages fiscaux que la Ville peut décider d'octroyer. Bref, plus d'oxygène politique. Et en prime, une bonne entente totalement inédite entre la Ville et la province. «Ces relations sont capitales, le futur de la ville en dépend.»

De tout cela, dit-il, Toronto émerge non plus comme une municipalité, mais comme un «gouvernement» à part entière, arrivé à maturité.

Ça ne règle pas tout, mais ça met la table pour les étapes à venir, où il sera question de partager les revenus fiscaux des projets de construction avec la province, et la taxe fédérale avec Ottawa. Voici, après ces cinq ou six ans de travail de fond, Toronto et Queens Park à peu près alliés.

Le maire de Montréal a raison d'en espérer autant. L'exemple torontois nous montre à tout le moins que même en partant de loin, avec un lent travail de fond, on n'est pas condamné à tourner en rond éternellement dans les relations Québec-Montréal.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur : yves.boisvert@lapresse.ca

Toronto émerge non plus comme une municipalité, mais comme un «gouvernement» à part entière, arrivé à maturité.

«On a historiquement été tenus pour acquis par le gouvernement provincial, à qui il a toujours fallu aller quêter des permissions», me dit un conseiller du maire David Miller.

«On vous revient là-dessus bientôt!» disait-on... et six mois, un an plus tard, les fonctionnaires revenaient, ou ne revenaient pas, selon leur bon plaisir.

Au tournant de l'an 2000, les relations étaient si mauvaises entre Mel Lastman, le maire, et Mike Harris, le premier ministre, que

Toronto, dans le bureau de Phillip Abrahams.

Il ne s'en vante pas, mais M. Abrahams, le discret directeur des relations intergouvernementales, est un des architectes de ce mouvement. Son bureau arbore fièrement l'affiche de l'association des grandes villes (canadascities.ca). Quoi de mieux pour unir tout le monde dans ce pays improbable qu'une scène de hockey en plein air?

«Nous avons organisé des réunions, des colloques, le public a été mobilisé quant à l'importance

David Miller, simple conseiller à l'époque, était un grand promoteur de ce projet.

«Autrefois, on demandait à la province: voulez-vous nous donner un nouveau pouvoir? Et ils répondaient non. Nous avons décidé de leur dire: voulez-vous venir travailler avec nous? dit-il avec un sourire de satisfaction. Au départ, ils n'ont pas répondu. Quand les libéraux (de Dalton McGuinty) sont arrivés au pouvoir en 2003, nous leur avons écrit encore. On n'a pas eu de réponse. Puis soudainement,

LES MOMENTS QUE RÉSERVE LA VIE SONT COMPTÉS. COMBIEN EN AVEZ-VOUS VÉCU ?



E • Moteur V6 de 3,5 litres et 272 ch • Super transmission à commande électronique 6 rapports • Dispositif de contrôle de la stabilité du véhicule • Régulateur de traction • 8 coussins gonflables • Système audio haut de gamme Lexus • Sièges avant en cuir, chauffants et à réglages assistés • Rétroviseurs extérieurs chauffants à télécommande assistée • Garnitures similibois • Système d'accès SmartAccess à démarrage à bouton-poussoir • Panneau de toit transparent assisté

S

ES 350 2007

BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE 42 900 \$[†]

LOCATION DE 48 MOIS 7,5 %* 568 \$^{MOIS} ACOMPTÉ DE 3 999 \$*



À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

CONCESSIONNAIRES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

SPINELLI LEXUS POINTE-CLAIRE
POINTE-CLAIRE
(514) 694-0771
1877 694-0771
spinellilexus.com

GABRIEL LEXUS
ST-LAURENT
(514) 747-7777
gabriel.lexus.ca

PRESTIGE LEXUS
BROSSARD
(450) 923-7777
prestige.lexus.ca

SPINELLI LEXUS LACHINE
LACHINE
(514) 634-7171
1800 352-6111
spinellilexus.com

LEXUS LAVAL
LAVAL
(450) 686-2710
1866 709-3713
lexuslaval.ca

*Modèle Lexus neuf ES 350 2007 S1x A à un PDSF de 42 900 \$. Frais de transport et de préparation (1 775 \$), taxes applicables, immatriculation, enregistrement, taxe sur les pneus neufs et assurances en sus. †Terme de location offert par l'entremise de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Offre de durée limitée valide à la location d'un modèle neuf ES 350 2007 S1x A. Location basée sur un terme de 48 mois, au taux annuel de 7,5 %. Paiement mensuel de 568 \$ avec acompte de 3 999 \$, frais de transport et de préparation de 1 775 \$, dépôt de sécurité de 500 \$ et premier paiement mensuel exigibles au début du bail. Taxes applicables, immatriculation, enregistrement, taxe sur les pneus neufs et assurances en sus. Kilométrage limité à 96 000. Des frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire s'appliquent. Les concessionnaires Lexus sont libres d'établir les prix de détail et de location à leur discrétion. Une commande au détail pourrait être requise. Voyez votre concessionnaire Lexus participant pour tous les détails.

VERS LES ÉLECTIONS

Une tempête de chèques déferle sur le Québec

DENIS LESSARD

QUÉBEC — La tempête de neige des derniers jours en fait oublier une autre, qui dure depuis plus longtemps. C'est un véritable ouragan qui déferle depuis quelques jours sur le Québec, le signe le plus indubitable de l'imminence des élections.

Hier seulement, plus d'une centaine de millions ont été déversés sur le Québec, avec une vingtaine d'annonces. Depuis plusieurs jours les bonnes nouvelles sont nombreuses, mais la journée d'hier semblait la plus propice, depuis longtemps aux cadeaux préélectorales.

Dans une lettre récente, le directeur général des élections, Marcel Blanchet, a rappelé les règles générales pour l'annonce des subventions en campagne électorale. En résumé, les ministres peuvent distribuer des chèques, mais les candidats, même s'ils sont dépu-

que Vien. La même élue a annoncé plus tard que Québec paiera 50 % de la restauration du pont de Saint-Anselme qui est fermé depuis plus d'un an et coupe une communauté en deux. Au même moment, le ministre Jean-Marc Fournier faisait un chèque du même ordre pour le collège Gerald-Godin, en compagnie de la députée Yolande James. Québec finance un nouveau programme d'études en production pharmaceutique. Trente minutes plus tard, c'était à Pierre Corbeil de débiter 16,6 millions pour le palais de justice de Val-d'Or.

Le responsable de l'Outaouais, Benoît Pelletier, a annoncé lui aussi 15 millions pour sa région, argent injecté dans le FIER local, des fonds de capital de risque. Avec Lucie Charlebois, le ministre de la Justice Yvon Marcoux, a annoncé un important agrandissement du palais de justice de Valleyfield : on ajoute 50 % de superficie, des travaux de plusieurs millions dont

Hier seulement, plus d'une centaine de millions ont été déversés, avec une vingtaine d'annonces.

tés, ne peuvent être associés à ces annonces durant la campagne.

Hier, la journée a commencé avec un chèque de 5,8 millions du ministre Philippe Couillard pour un centre d'hébergement dans Belchasse, avec la députée Domini-

on ne connaît pas encore les coûts exacts, et on veut aller en partenariat public-privé.

Puis, tout le monde a pris une pause pour l'heure du midi.

En après-midi, Jean-Marc Fournier s'est rendu à Saint-Isidore,



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©
Jean Charest a présenté hier deux nouveaux candidats pour les élections: Gerry Sklavounos et Emmanuel Dubourg (voir autre texte dans cette page), pendant que ses ministres multipliaient les annonces de subventions.

en Montérégie, pour annoncer les retombées locales du pacte fiscal annoncé il y a plusieurs semaines par sa collègue aux Affaires municipales Nathalie Normandeau. Dans sa valise, un chèque de 22 millions.

Jacques Dupuis, le responsable de la sécurité publique passait alors par la circonscription de L'Acadie, avec le député sortant Yvan Bordeleau (Christine Saint-Pierre y sera candidate libérale), pour des subventions aux centres d'hébergement de Cartierville.

Le responsable du travail,

Laurent Lessard, a annoncé avec Carole Thérberge la partie régionale des pactes ruraux sur la Rive-Sud de Québec. M. Lessard avait un autre morceau de ces annonces, un cadeau aux MRC de Chaudière-Appalaches cette fois. La responsable du Tourisme, Françoise Gauthier a eu, elle, un bon geste pour un aréna à Saguenay.

Raymond Bachand, du développement économique, et Pierre Corbeil, des Ressources naturelles, ont fait en après-midi deux annonces d'investissements venues d'entreprises privées. Le ministre Claude Béchard avait un chèque

de 330 000 \$ pour aider à l'entrepreneuriat féminin, et la même somme pour un fonds d'investissement dans sa région du Bas-du-Fleuve. Michel Després a fait coïncider son horaire avec celui de son homologue fédéral, Lawrence Cannon, pour annoncer le financement des projets pilotes de transports en commun à Québec.

En après midi, le ministre Couillard passait par Trois-Rivières où, avec le candidat André Gabias, il a annoncé un investissement pour le CSSS du coin.

Juste le temps pour qu'Yvon Marcoux rebondisse à Cowansville, pour annoncer, en fin de journée, des investissements au palais de justice avec le député de Brome-Missisquoi, Pierre Paradis. En fin d'après-midi, Carole Thérberge, titulaire de la Famille, laissait tomber un autre investissement au CHSLD de Lévis.

Quand les ministres ne sont pas disponibles, qu'à cela ne tienne, les députés prennent le relais. Président du caucus libéral, David Whissel a annoncé 400 000 \$ au nom du ministre de l'Éducation, pour la rénovation de la piscine du cégep de Joliette, après avoir livré, dans les Laurentides, un chèque de 14 millions représentant la partie locale des pactes ruraux annoncés par M^{me} Normandeau. Daniel Bernard, élu de Rouyn, remplaçait aussi Jean-Marc Fournier pour livrer un chèque de 400 000 \$ pour un aréna à Ville-Marie.

Nouveaux candidats du PLQ à Montréal

MALORIE BEAUCHEMIN

La série d'annonces de candidatures libérales s'est poursuivie hier à Montréal, alors que le premier ministre Jean Charest a présenté sa nouvelle équipe « communautés culturelles » pour la prochaine campagne électorale.

Aux côtés des députés Yolande James (Nelligan), Tony Tomassi (LaFontaine) et de la ministre Lise Thériault (Communautés culturelles), le chef libéral a présenté ses candidats pour Viau et Laurier-Dorion, deux circonscriptions où plus de la moitié de la population n'ont ni le français ni l'anglais comme langue maternelle. Emmanuel Dubourg, un comptable agréé d'origine haïtienne, se présente dans Viau, qui englobe des quartiers à forte proportion d'immigrants. Il prend le relais de William Cusano, un Italo-Québécois de 63 ans, député libéral depuis 1981. Le premier ministre a souligné le départ de ce vétéran qui l'avait emporté en 2003 avec 65 % des voix. Dans Laurier-Dorion, où 9,8 % de la population est d'ori-

gine grecque, Gerry Sklavounos tentera de ravir la circonscription à la jeune péquiste Elsie Lefebvre. Cette dernière avait remporté avec une mince majorité l'élection partielle de 2004, après la démission de Christos Sirros, qui était député de la circonscription depuis presque 30 ans. Âgé de 32 ans, M. Sklavounos, avocat, a grandi dans le quartier Parc-Extension, compris dans Laurier-Dorion.

L'ADQ fait aussi ses annonces

Au beau milieu du sprint final pour présenter des candidats dans toutes les circonscriptions, l'Action démocratique du Québec a présenté hier ses cinq candidats pour Laval. Dans Vimont, François Gaudreau est de retour, après avoir été élu en 2002 lors d'une élection partielle, puis défait par le libéral Vincent Auclair en 2003. Actif depuis une vingtaine d'années dans le domaine des médias, Pierre Tremblay se présente dans Mille-Îles. L'équipe est complétée par Jessica Hamel (Chomedey), Patrick Pilote (Fabre) et Robert Goulet (Laval-des-Rapides).

Un rêve accessible à tous...

MAINTENANT OUVERT

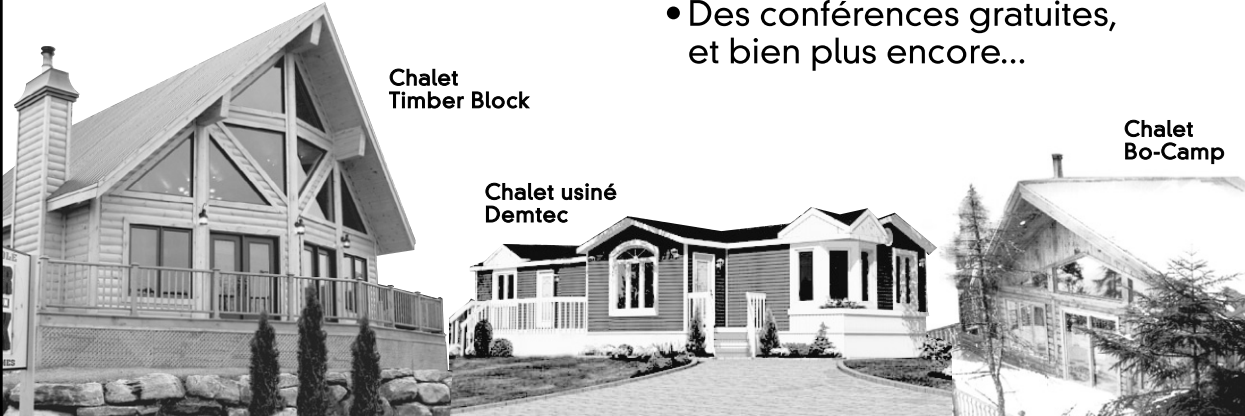
SALON CHALETS ET MAISONS DE CAMPAGNE

STADE OLYMPIQUE DE MONTRÉAL
15 AU 18 FÉVRIER 2007

www.salonchalet.com

Trois fois plus grand en 2007!
Tout pour construire, rénover, décorer, acheter ou louer une maison de campagne

- 400 exposants spécialisés et experts dans leur domaine d'activités
- 7 chalets grandeur nature à visiter, dont le révolutionnaire chalet en bois rond isolé R30 Timber Block et les chalets du Village Champêtre *La Presse*
- Plus de 60 entrepreneurs en construction et en rénovation de maisons de campagne
- Plus de 50 promoteurs immobiliers, architectes, designers, courtiers...
- De magnifiques aménagements paysagers, dont le somptueux Jardin des vins, présenté par Les Innovations Paysagées Ladouceur
- Des vitrines de décoration champêtre, où vous découvrirez des nouveautés
- Des conférences gratuites, et bien plus encore...



Stade olympique de Montréal
15 au 18 février 2007

☎ Pie IX

Achat de billets en ligne à l'adresse suivante: www.salonchalet.com

Prix d'entrée (taxes incluses):

Adultes: 12\$
Étudiants / âge d'or: 10\$
Enfants (6 à 12 ans): 6\$
Enfants (0 à 5 ans): gratuit

Heures d'ouverture:

Jeu. 15 février: 12h à 21h
Ven. 16 février: 10h à 21h
Sam. 17 février: 9h à 21h
Dim. 18 février: 9h à 18h

Le Salon Chalets et Maisons de campagne est présenté par:



Résultats des tirages du: 2007-02-15	
Joker Lettre gagnante R	Astro
06 07 13 19 43	Jour - Mois - Année - Signe 14 MARS 38 CANCER
670 4627	07 09 15 16 18 23 24 27 30 36 39 40 46 57 61 63 64 65 66 67
0446749*	500 000 \$
*décomposable dans les deux sens	
Résultats des tirages du: 2007-02-14	
649	49
10 24 35 39 40 41 45 compl.(c)	11 26 27 46 32 42 48 compl.(c)
GAGNANTS	LOTS
6/6 0	3 680 083,00 \$
5/6+c 1	262 863,00 \$
5/6 70	3 102,10 \$
4/6 4 577	89,90 \$
3/6 89 507	10,00 \$
2/6+c 59 980	5,00 \$
Ventes totales:	12 269 150 \$
Prochain gros lot (approx.):	8 000 000 \$
Extra 3386475* 500 000 \$	Extra 0446749* 500 000 \$
*décomposable dans les deux sens	
En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.	

ENTREPÔT • LIQUIDATION

De **2^e ACHAT DE FAILLITE EN 15 JOURS**

40 à 80% de rabais sur SKIS-PLANCHES VÊTEMENTS

1 million en stock à prix de liquidation

UN SEUL ENDROIT

L'ENTREPÔT CLUB SPORT DE LAVAL

ÉQUIPEMENTS À LOUER **5 jours** du mercredi au dimanche

CHOMEDEY LAVAL
1916, CURÉ-LABELLE 450-973-4350
2 lumières au nord de St-Martin (au sud de la 440)

VERS LES ÉLECTIONS

PORTRAIT

Les quatre vies de Mario Dumont

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Parmi les chefs des trois principaux partis, c'est lui qui est monté le plus souvent au front. C'est lui qui a, le plus souvent aussi, connu le feu des élections générales au Québec.

Trente-six ans et quatre campagnes électorales au Québec : Mario Dumont est toujours là. Toujours pour la dernière fois, selon les analystes politiques. Les chats ont neuf vies. Mario Dumont en a au moins quatre.

Et, comme toujours, on l'accuse de naviguer à vue, de passer d'un cheval de bataille à l'autre, toujours dans le but, unique, de marquer des points faciles auprès de l'électorat. La stratégie fait recette si on en croit les sondages — de récentes enquêtes montrent qu'encore une fois, à l'approche de la campagne, les anciens partis devront compter avec l'ADQ.

« Si on regarde mon parcours politique sur plusieurs années, on voit plus de constance qu'autre chose. Un parti de centre droit au Québec, il y a 10 ans, il n'y avait pas d'espace pour ça », lance-t-il, agacé, dans une entrevue juste avant de se placer sur la ligne de départ.

Jean Charest vient de convoquer les députés pour un budget mardi prochain. La campagne sera lancée le lendemain. « C'est probablement ma dernière soirée libre jusqu'au vote », disait, grippé hier soir, M. Dumont, revenant tout juste d'annoncer les noms de deux candidats dans la région de Québec.

Le petit appartement est tout aussi terne qu'il y a quatre ans — à la veille des élections de 2003. Les passe-temps des trois enfants ont changé — ils font désormais du cheval, de la guitare ou du piano —, mais leurs dessins ornent toujours les murs. Et la télé minuscule sert, c'est clair, uniquement à scruter le dernier bulletin d'information. La petite famille ne vient que rarement à Québec et aux dernières Fêtes, elle a sauté un tour. Tout se passe à Rivière-du-Loup.

Et ce sera plus vrai encore cette fois parce que le chef adéquate y affrontera le maire Jean D'Amour, très populaire. Pourtant, durant la campagne, Mario Dumont « ne



Le calme avant la tempête. Mario Dumont, chef de l'ADQ, regarde des dessins faits par ses enfants. Il devra bientôt affronter un candidat-vedette libéral dans sa circonscription de Rivière-du-Loup.

passera pas une journée de plus que prévu », dans la circonscription, promet-il.

Mario Dumont est stigmatisé par ses adversaires. Le mot arrive, il s'anime tout à coup. « Opportunisme? Tous les chefs ont été interpellés sur les accommodements raisonnables. Je ne suis pas responsables si leurs réponses n'étaient pas claires. » Il ne prévoit pas passer par Hérouxville durant la campagne électorale. Mais ces gens, trop vite mis au ban du Québec témoignent du silence des décideurs, du gouvernement sur cette question délicate.

« À Hérouxville, cela doit être comme à Cacouna. Le plus gros problème avec les roches, c'est de les ramasser pour pouvoir semer, pas pour la lapidation des femmes », laisse tomber l'éternel expert de la formule qui fait mouche.

« Quand dans des lieux de services publics, dans des institutions, les femmes n'ont pas les mêmes droits que les hommes, on se dit que quelque chose a glissé », résume M. Dumont.

Il refuse d'entrer dans des spéculations fumeuses selon lui. Va-t-il chercher plus de votes aux libéraux qu'aux péquistes? « C'est clair que le PQ a des problèmes... c'est évident » dit-il spontanément. Mais si on regarde les circonscriptions de la région de Québec sur lesquelles l'ADQ mise, la plupart ont des députés libéraux actuellement, fait-il valoir aussitôt.

« Sur la rive sud du fleuve, entre Matane et Saint-Hyacinthe, on est en affaires » résume-t-il. Le général Dumont prédit aussi un affrontement dans la « grande région de Québec » et parle de bons espoirs au Centre-du-Qué-

bec et dans le 450, la couronne de Montréal.

Son erreur de 2003? Partir trop tard. Être trop confiant. « On était la grenouille qui pensait devenir aussi grosse que le bœuf. » Le programme adéquate n'avait été disponible qu'une semaine avant l'émission des brefs électoraux — les candidats avançaient à l'aveuglette.

Les erreurs de ses adversaires? Mario Dumont s'anime tout à coup. « Jean Charest a fait une excellente campagne en 2003. Des engagements simples, répétés; la santé, baisser les impôts. Il y a une bonne nouvelle, le jour du vote, les gens s'en souviennent! Mais il y a aussi une mauvaise nouvelle pour Jean Charest, c'est que quatre ans plus tard, ils s'en rappellent encore! ».

De plus, M. Charest aligne des candidats-vedettes depuis plusieurs

jours, une porte ouverte aux adversaires qui demanderont ce que sont devenues ses captures de 2003.

« Ils étaient six vedettes, autant d'échecs, Hamad, Bellemare, Audet, Séguin, Reid... il ne reste que Philippe Couillard chez les ministres... et il ne veut plus de la Santé », résume le chef adéquate.

Quant à André Boisclair, « il aura gaspillé une année, sans s'associer à une idée forte », un constat fait, en privé, même chez des stratèges péquistes. Aujourd'hui M. Boisclair « se retrouve avec bien des programmes : celui de Camil Bouchard, celui de François Legault, celui du SPQ libre, qui s'ajoutent à celui de Bernard Landry auquel M. Boisclair a dit qu'il adhérerait sans restriction », ironise Mario Dumont.

INTERNET

Le PQ mise sur le marketing viral

TRISTAN PÉLOQUIN

Alors que les libéraux diffusent depuis une semaine des publicités radio pour vanter leur bilan, le Parti québécois mise sur une stratégie de « marketing viral » sur Internet pour faire parler de lui pendant la période de pré-campagne électorale.

Depuis 72 heures, le site bondebarras.tv, créé de toutes pièces par les stratèges péquistes et mis en ligne pour la Saint-Valentin, met en vedette Geneviève, une fausse mère de famille de 30 ans qui décrit une relation tumultueuse avec un homme. « Quand je l'ai choisi, c'était la lune de miel. Il était plein de bonnes intentions », affirme la femme dans une vidéo tournée de façon volontairement minimaliste. « Mais rapidement, tout est devenu sombre. Il ne m'écoutait plus. (...) Un jour, je me suis rendu compte qu'il me mentait. Ça fait quatre ans que ça dure », ajoute-t-elle.

Au bas de l'écran, un lien invite les internautes à partager la vidéo avec leurs amis. Un autre hyperlien mène vers un formulaire d'adhésion au Parti québécois, sur le site www.pq.org.

Apparu à la fin des années 90 mais popularisé récemment par la montée en puissance des blogues, le marketing viral est une forme de communication utilisant les réseaux sociaux sur Internet et les courriels pour propager un message. Les messages ont souvent un caractère énigmatique, forçant les internautes à fouiller, à consulter des forums de discussion ou d'autres blogues pour comprendre de quoi il s'agit. Beaucoup d'éditeurs de jeux vidéo et de fabricants de consoles s'en servent pour faire connaître leurs produits. Plus récemment, GM et McDonald's s'y sont aussi adonnés.

Il s'agit de la deuxième campagne du PQ utilisant cette approche

— une première traitant du rapatriement de la Constitution a été lancée début novembre sur le site nuitdeslongsouteaux.com. Et s'il faut en croire le responsable des communications au Parti québécois, Julien Beaudry, ce ne sera pas la dernière. « En 48 heures, nous avons eu autant de visites sur bondebarras.tv que ce que nous aurions normalement eu en 10 jours sur notre site national pq.org, soutient-il. Tout ça sans déboursier le moindre sou pour acheter des bandeaux publicitaires, et dans le respect le plus total de la loi électorale. »

Peu d'imagination?

Mais aux yeux du consultant en commerce électronique Michel Leblanc, cette incursion dans le monde du marketing viral a bien peu de chances de connaître un succès retentissant dans la blogosphère québécoise, quoi qu'en dise le PQ. « Le site a l'air poche en partant, dit-il, et il n'y a pas de possibilité de dialoguer ou de provoquer une discussion. Ça saute aux yeux que ça a été pensé par des gens de la vieille école de la communication qui cherchent à tout prix à contrôler le message. »

Selon lui, pour qu'un message se diffuse de façon virale sur la Toile, « il faut que les gens se sentent tellement concernés qu'ils le propagent d'eux-mêmes partout où ils peuvent. Pour ça, il faut que l'échange soit possible. C'est l'essence même des blogues. »

Le Parti libéral du Québec, qui entend lui aussi se servir de l'Internet comme jamais lors de la campagne électorale, n'a pas voulu confirmer hier si une approche semblable serait utilisée une fois les hostilités déclarées. « La campagne (de marketing viral) du PQ véhicule un message négatif. C'est une stratégie que nous voulons éviter », a cependant commenté Isabelle Melançon, responsable des communications pour le parti.

Québec crée de nouvelles aires protégées

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — À la veille du déclenchement des élections, le gouvernement Charest augmente de près de 1 % la superficie totale d'aires protégées au Québec. Mais cet effort de dernière minute est insuffisant pour lui permettre de respecter une promesse électorale, celle de pro-

téger 8 % du territoire québécois d'ici la fin du présent mandat.

Ainsi, en incluant l'annonce faite hier, les aires protégées représentent maintenant 4,79 % du territoire québécois, c'est-à-dire 79 891,1 km². Claude Béchard estime que la cible de 8 % ne pourrait être atteinte qu'en 2010.

Québec créera sept réserves

de biodiversité, dont six en forêt boréale. Une sera ainsi créée à la Seigneurie-du-Triton, au nord de La Tuque, un territoire dont l'ex-hockeyeur Joé Juneau exigeait la protection. Les autres se trouvent dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, du Nord-du-Québec, de l'Outaouais et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

"DEAL NO DEAL"

À L'ENCAN, PAYEZ CE QUE VOUS VOULEZ PAYER!

EMPIRE
EXPOSITION

Les samedi et dimanche
17 et 18 février, de 10 h à 17 h

VENTE AUX ENCHÈRES
Le dimanche 18 février à 13 h, et
du lundi 19 au jeudi 22 février à 19 h
(chaque soir)

VENTE AUX ENCHÈRES

2,80 cts
Bague à émeraude

6,94 cts
Bague à saphir

4,03 carats
Bague à diamant

Sam Borenstein, Huile, 18" x 40"

Armoire baroque, vers 1900

A.J. Casson, Huile, 9" x 11"

Hublot "Super B"

ROLEX Oyster Perpetual Datejust

PLUS DE 2000 OBJETS

OBJETS DE COLLECTION ET ANTIQUITÉS

www.empireauctions.com

5500, rue Paré

(514) 737-6586

ACTUALITÉS

Le SPVM veut renforcer la lutte contre les gangs de rue

ANDRÉ CÉDILOT

La lutte contre les gangs de rue est à n'en pas douter « la priorité des priorités » de la police de Montréal (SPVM). En 2006 seulement, les policiers ont traité 5600 dossiers d'enquête et arrêté 1529 personnes liées aux diverses activités illicites de ces jeunes criminels. Parmi elles, 300 mineurs, garçons et filles.

En dépit de ces statistiques, la situation est loin d'être sous contrôle et il y a toujours autant de violence. Ainsi, il y a eu l'an dernier 12 homicides dans le milieu des gangs de rue. C'est sept de plus qu'en 2005. Les tentatives de meurtre ont par contre diminué, passant de 58 il y a deux ans à 42 en 2006. Quant aux agressions armées, elles sont comparables : 80 en 2005, et 85 en 2006.

En présentant son bilan bi-

annuel sur les gangs de rue, le directeur adjoint Mario Plante a indiqué, hier, que « l'ordre de bataille » allait monter d'un autre cran. Selon lui, tous les services d'enquêtes spécialisées (Projet sans frontières, brigade antigang, escouade des stupéfiants, alcool-

Le renforcement de la répression policière vise principalement les « gangs majeurs », selon l'expression de Mario Plante.

moralité, etc.) sont maintenant affectés à combattre ce phénomène de délinquance. Déjà assuré de 4 millions pour 2007 et 2008, le SPVM est en train de peaufiner son plan d'intervention pour la saison estivale. Des démarches auprès des gouvernements sont en cours afin d'obtenir de nouveaux subsides pour les années futures.

Comme l'a répété à quelques reprises le grand responsable des

enquêtes du SPVM au cours de la conférence de presse, l'annonce de ce plan est destinée à « préserver le sentiment de sécurité des citoyens ». Il coïncide avec une série de sept meurtres et sept tentatives semblables commis depuis le début de l'année dans l'île de Montréal. Six

de ces attentats sont liés aux gangs de rue. « C'est préoccupant, mais il n'y a pas de lien entre chacun de ces événements », a-t-il assuré. À l'en croire, ces crimes sont le résultat de « conflits personnels liés au trafic de drogue et non d'affrontements entre gangs ».

Selon l'officier, deux des sept meurtres survenus cette année sont déjà résolus. L'un est attribuable à un vol de drogue et l'autre, à un

conflit entre petits revendeurs de drogue. Depuis le 1^{er} janvier, 161 délinquants, dont 30 mineurs, ont par ailleurs été interpellés par la police. Les crimes qu'on leur reproche vont du meurtre au bris de conditions. Plusieurs en sont à leur deuxième arrestation en un an.

Le renforcement de la répression policière vise principalement les « gangs majeurs », selon l'expression de Mario Plante. Concrètement, il s'agit pour la police de mettre à l'écart les petits caïds locaux et leurs associés, de façon à atténuer l'influence qu'ils ont sur les plus jeunes. Le SPVM met aussi beaucoup d'efforts à traquer les membres des « groupes émergents », tout aussi dange-

reux, mais plus vulnérables parce que moins bien organisés. Sur le plan préventif, l'accent est surtout mis sur ce que M. Plante appelle les « bandes de jeunes », encore au stade de la délinquance.

En vérité, et c'est ce que dit le SPVM depuis des années, la police ne viendra jamais à bout du problème. Il faut une action concertée. À écouter M. Plante, le postulat est à peu près le suivant : puisqu'il y a péril en la demeure, qu'il faut traiter à la fois pauvreté, criminalité, familles éclatées, manque d'emplois, traitons tout en même temps, en mêlant tous les acteurs sociaux, plus particulièrement les parents, les jeunes, les intervenants scolaires et communautaires, les partenaires comme Info-Crime, les élus municipaux, les gouvernements et, pourquoi pas, l'ensemble des citoyens de Montréal.

Il n'en reste pas moins que « Montréal est sans conteste sécuritaire », a conclu l'officier du SPVM, rappelant que la criminalité générale a régressé de 22 % depuis 2000. Les crimes violents, tels les meurtres, les tentatives de meurtres, les voies de fait et les vols qualifiés ont baissés de 5,6 %, cependant que le nombre de cambriolages dans les maisons et les commerces est resté stable.

Le « père Ovide » de la rue Pelletier attend sa sentence

CAROLINE TOUZIN

La Couronne a réclamé neuf ans de prison contre le lieutenant du gang de la rue Pelletier, Jean-Yves Longin-Valbrun, hier au palais de justice de Montréal. Un énorme contraste avec la recommandation de la défense : une peine de moins de deux ans à purger dans la communauté.

« Mon client est le père Ovide de la rue Pelletier. Une simple courroie de transmission et certainement pas le lieutenant d'une organisation criminelle tel que l'a dépeint le ministère public », a dit l'avocat de la défense, Pierre Panaccio. Le père Ovide est ce personnage sans envergure de « rapporteur officiel » du village de Séraphin Poudrier dans *Les belles histoires des pays d'en haut*.

L'analogie a fait sourire le juge Jean-Pierre Bonin, mais il a rapidement repris son sérieux. Il a rappelé à l'avocat de la défense qu'il avait condamné son client pour gangstérisme et pour trafic de cocaïne et de crack. Le magistrat a donné un avant-goût de la sentence qu'il imposera aujourd'hui. « Oubliez ça une peine avec sursis », a-t-il dit à M^e Panaccio après l'avoir longuement écouté plaider.

Longin-Valbrun, 27 ans, a eu des contacts fréquents avec le chef du gang, Bernard « Ti-Pon » Mathieu. Il a même remplacé Ti-Pon quand il est parti en Haïti. Le criminel dirigeait les vendeurs de rue, et ce, en face de l'école Calixa-Lavallée dans Montréal-Nord, a rappelé le procureur de la Couronne, Éric de Champlain.

L'absence d'antécédents judiciaires est son seul facteur atténuant, a-t-il ajouté. Longin-Valbrun était accompagné d'une dizaine d'amis et de membres de sa famille, hier, dont sa fillette haute comme trois pommes, sa copine et son ex-copine.

Le juge Bonin a aussi entendu les plaidoiries de deux vendeurs de crack de la rue Pelletier, Joël Samedy et Wilson Longin. La Couronne a réclamé six ans contre Samedy et deux contre Longin. Leurs sentences seront prononcées aujourd'hui.



GANG DE RUE

Prenez connaissance des sentences au procès du gang de la rue Pelletier sur www.cyberpresse.ca



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE ©
Jean-Yves Longin-Valbrun, membre du gang de la rue Pelletier, à sa sortie de la salle d'audience du palais de justice de Montréal, hier.

LES ÉCONOMIES SE LÈVENT À L'EST.

Économisez jusqu'à 50%*
Trains de l'Est

Classe voiture-lits Confort et classe Confort.

Réservez maintenant à viarail.ca.



LA FAÇON HUMAINE DE VOYAGER

viarail.ca

* Le nombre de places est limité. Achat de billets à l'avance requis. Rabais applicable au tarif régulier adulte. D'autres conditions s'appliquent.
** Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.

3459254

Authentik A Meubles **SOFA, CAUSEUSE ET FAUTEUIL INCLINABLES EN CUIR** **1499\$** (Contr. 3800\$)

Payez dans 1 an!

3460333

QUANTITÉ LIMITÉE

1 JOUR SEULEMENT
Le dimanche 18 février, de 11 h à 18 h

1750, boul. Le Corbusier, Laval 1-877-341-0777 (à côté du concessionnaire Chrysler)

Petits matins gourmands

À la di Stasio
Ce soir 21 h

Josée et Gilbert Sicotte vous concoctent d'alléchantes recettes de brunchs.



telequebec.tv

RDX
TURBO

Les honneurs voyagent à la vitesse turbo.



ASSOCIATION
DES JOURNALISTES
AUTOMOBILE
DU CANADA

RDX 2007
Véhicule utilitaire canadien
de l'année selon l'AJAC



Acura célèbre son 20^e anniversaire au Canada et l'Association des journalistes automobile du Canada (AJAC) a décerné au RDX le prestigieux prix du « Véhicule utilitaire canadien de l'année ». Une coïncidence ? Sûrement pas. Il s'agit d'un autre exemple exceptionnel de l'engagement d'Acura à surpasser les attentes grâce à une ingénierie extraordinaire centrée sur le conducteur. Ce sont 20 années de technologie automobile au Canada, loin devant.



20 ANS D'INNOVATIONS



Apprenez-en davantage sur acura.ca dès aujourd'hui.

«Comme une peau de bébé»

«Ô temps! suspends ton vol...»

disait le poète. Mais les années qui passent laissent parfois une image cruelle se refléter dans le miroir du temps. Même condamnés à subir le passage des ans, vous pouvez maintenant donner à votre peau un regain de vitalité que vous ne pensiez même plus retrouver.

Les chercheurs du Skin Sciences Institute du Children Hospital Center de Cincinnati ont fait une découverte étonnante. La douceur de la peau des bébés pourrait être attribuée au vernix, la substance blanchâtre qui recouvre le fœtus dans le ventre de sa mère. Ils ont réalisé que ce produit précieux est un **hydratant naturel aux propriétés antioxydantes, anti-infectieuses et cicatrisantes**. Il permet à la peau des nouveaux-nés de ne pas se dessécher et d'être moins desquamée.

La substance qui protégeait la peau toute neuve, peut maintenant être utilisée en cosmétologie et aider la peau abîmée par les ravages des années.

Préfix, une crème des produits Johanne Verdon à base de squalane contient du vernix qui redonne à la peau toute sa souplesse perdue. D'une parfaite tolérance et d'une très grande facilité de pénétration dans l'épiderme, **Préfix** sans parfum à base de squalane marin, amollit et relâche les tissus en provoquant un travail de fond qui a pour but d'activer les molécules actives et naturelles des actifs propres aux crèmes Johanne Verdon.

«Ne pourrions-nous jamais sur l'Océan des âges, jeter l'ancre un seul jour?» continuait Lamartine en soupirant.

Oui! avec **Préfix**, maintenant vous le pouvez.



NOUVEAU

OFFRE IRRÉSISTIBLE: 4 JOURS SEULEMENT VALIDE DU SAMEDI 17 AU MARDI 20 FÉVRIER 2007

ACHETEZ UN POT PRÉFIX DE 60 ML ET OBTENEZ-EN UN GRATUITEMENT*

Disponible aux endroits suivants:

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1278, rue Jean-Talon est
Montréal (Québec) H2R 1W3
(514) 279-3709
www.johanneverdon.com

Boutique Luc Mathieu
227, rue Principale ouest
Magog (Québec) J1X 2A8
(819) 868-3368

Boutique Luc Mathieu
5455, boul. des Forges
Trois-Rivières (Québec) G8Y 5L5
(819) 378-7777

Boutique Luc Mathieu
104, route du Président-Kennedy
Lévis (Québec) G6V 6C9
(418) 833-5933

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
Centre Laval
1600, boul. Le Corbusier
Laval (Québec) H7S 1Y9
(450) 688-5455

Vitavie au naturel
3333, boul. du Carrefour Promenade
Beauport (Québec) G1C 5R9
(418) 667-0070

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
341-A, boul. Saint-Joseph
Gatineau (Québec) J8Y 3Z8
(819) 770-3645

* Jusqu'à épuisement de l'inventaire

Bio-Actif inc.
880, rue Michèle-Bohec
Blainville (Québec) J7C 5E2
(450) 979-2506
Heures d'ouverture restreintes
www.bio-actif.com

Boutique Luc Mathieu
2304, rue King Ouest
Sherbrooke (Québec) J1J 2E8
(819) 823-3322

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
145A, boul. des Promenades
Bureau 109, Ste-Foy (Québec) G1V 1V6
(418) 656-1266

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
145A, boul. des Promenades
St-Bruno (Québec) J3V 5K2
(450) 653-6009 (Promenades St-Bruno)

Commandes postales pour les boutiques Luc Mathieu
ligne sans frais: 1-877-511-3368
www.boutiquesantelucmathieu.com

Ferti 2000: commandes postales

Téléphone: (514) 272-1365
Ligne extérieure: 1-800-272-1365

Lundi 8h à 18h
Mardi au vendredi 8h à 17h
Samedi 7h à 17h
Dimanche 7h à 17h

POLITIQUE

Projet de loi libéral sur le protocole de Kyoto

Les conservateurs s'y plieront même s'ils n'y croient pas

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le premier ministre Stephen Harper a déclaré hier qu'il respectera le projet de loi privé libéral sur la mise en œuvre du protocole de Kyoto si jamais il devient la loi du pays.

Du même souffle, M. Harper s'est toutefois empressé de souligner que la loi du député libéral Pablo Rodriguez, adoptée en troisième lecture mercredi aux Communes malgré l'opposition du gouvernement conservateur minoritaire, n'a aucun mordant, est inutile et n'offre aucun plan concret pour mettre en œuvre les objectifs de Kyoto.

Le projet de loi donne 60 jours au gouvernement pour présenter un plan concret de réduction des gaz à effet de serre de 6 % sous le niveau des émissions de 1990 d'ici 2012.

Les conservateurs considèrent que cet objectif est irréalisable et

qu'il assènerait un coup majeur à l'économie du pays. Ils font aussi remarquer que ces émissions ont augmenté de 35 % pendant le règne des libéraux.

« Bien sûr, si et quand ce projet devient loi, le gouvernement le respectera, a déclaré M. Harper aux Communes. J'aimerais cependant souligner que le projet de loi ne contient aucun plan d'action et ne donne aucune autorité au gouvernement afin d'engager des dépenses pour concevoir ce plan d'action. »

Les libéraux comptaient sur une adoption rapide du projet de loi par le Sénat afin de pousser le gouvernement dans ses derniers retranchements sur cette question. Mais hier, la sénatrice Céline Hervieux-Payette, leader du Parti libéral à la Chambre haute, a fait savoir que le Sénat prendra tout le temps qu'il faudra pour étudier le projet de législation.

Par ailleurs, le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton,

a fait part de son étonnement face à la déclaration du premier ministre.

« C'est la première fois que l'on entend de M. Harper une indication claire qu'il pourrait éventuellement respecter Kyoto. (...) Finalement, nous sommes peut-être en train de voir un changement de direction de la part de M. Harper, ce que nous réclamons depuis des mois. »

Pour sa part, le ministre de l'Environnement, John Baird, a pour ainsi dire complété devant les journalistes la pensée de son chef. « Il n'est pas question, a-t-il dit, que j'attende que le projet de loi reçoive la sanction royale avant d'agir. Je ne vais pas attendre le long processus du Sénat. Je n'attendrai pas 60 jours. Nous sommes déjà en train de mettre en place un plan pour réduire les émissions de gaz à effet de serre pour protéger notre environnement. On ne va pas attendre après le Sénat ou après M. Rodriguez. »

NOMINATION DES JUGES

Stephen Harper prétend que les libéraux n'aiment pas la police

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Les libéraux n'aiment pas les policiers. C'est la réplique lancée hier par les conservateurs, accusés depuis le début de la semaine de vouloir imprégner les tribunaux de leur idéologie de droite.

M. Harper avait admis mercredi, à la Chambre des communes, qu'il comptait se servir de son pouvoir de nommer des magistrats au pays pour imposer ses idées en matière de justice criminelle. Sa sortie avait fait vivement réagir plusieurs experts, dont les barreaux canadiens et québécois, qui y voient une menace à l'indépendance et l'impartialité du système judiciaire.

De nouveau interrogé sur ses intentions hier durant la période de questions, le premier ministre a choisi de contre-attaquer en accusant l'opposition officielle de mollesse sur le plan de la lutte contre les criminels.

M. Harper a rappelé que son parti avait établi ses priorités très clairement en campagne électorale. « Je comprends que le chef du Parti libéral ainsi que son parti n'aiment pas la police,

n'aiment pas le point de vue des représentants chargés de faire respecter l'ordre. Il était important que nous agissions en ce sens et prenions nos distances face à l'approche molle en matière de criminalité », a-t-il expliqué. Le ministre de la Justice, Robert Nicholson, a tenu sensiblement les mêmes propos.

« Notre parti a le plus grand respect pour le corps policier canadien, mais a également un grand respect pour l'indépendance des juges. C'est ce qui est en cause », a rétorqué le chef libéral, Stéphane Dion.

Dans les câbles

Le gouvernement est poussé dans les câbles depuis lundi, après qu'une enquête du *Globe and Mail* eut révélé qu'au moins la moitié des membres nouvellement nommés aux comités chargés d'examiner les candidatures de juges fédéraux avaient des affinités conservatrices.

La tempête en suivait une autre : celle des changements apportés à la composition de ces comités. En novembre dernier, sans consulter la communauté juridique au préalable, l'an-

cient ministre de la Justice, Vic Toews, y adjoignait un représentant de la police, tout en retirant le droit de vote à celui de la magistrature, sauf en cas d'égalité. Le nombre de personnes nommées par le fédéral et susceptibles de voter est donc passé de trois à quatre, sur sept personnes habilitées à voter.

Avocat de formation, le ministre des Travaux publics, Michael Fortier, s'est porté à la défense du processus. « La très grande majorité des décisions que prennent ces comités partout au pays est par consensus. J'ai très bon espoir que les recommandations vont continuer à se faire par consensus. »

Hier, dans un éditorial virulent, le quotidien *National Post* a aussi pris position en faveur de la nouvelle approche conservatrice. Rappelant les nombreuses nominations partisans pendant le règne des libéraux, on a conclu que « dans la mesure où des nominations conservatrices sur ces comités peuvent avoir quelque impact sur la jurisprudence, cela constituerait au pire un correctif devenu très nécessaire. »

5200 \$ par an par enfant

DUMONT

suite de la page A1

Mais la mesure était bien timide ; on parlait alors de 1,2 milliard sur cinq ans. L'allocation promise cette fois coûtera 900 millions par année. L'argent qu'on compte dégager en sabrant les dépenses publiques – l'aide sociale notamment – et en misant sur la croissance économique rendent cette cible réaliste, estime-t-il.

La promesse tombe à point nommé. Confirmant que les élections seront déclenchées la semaine prochaine, le premier ministre Jean Charest a demandé au président de l'Assemblée nationale de convoquer les députés pour le dépôt d'un budget par le ministre Michel Audet, mardi prochain, le 20 février. Les élections devraient être déclenchées le lendemain, pour un vote le 26 mars. D'ici là, comme c'est le cas depuis plusieurs jours, les annonces de subventions gouvernementales se multiplient.

Mario Dumont soutient être prêt. Prêt surtout à livrer un combat bien différent de celui de 2003. Son parti avait été porté aux nues, avant de piquer du nez. Un électrochoc pour le chef d'un jeune parti qui était revenu au Parlement avec moins de députés, lui qui rêvait déjà d'être premier ministre.

« On avait placé alors les attentes dans le plafond, on a été plus humbles cette fois. Les candidats ne sont pas à se distribuer des postes de ministres », ironise le chef adéquate, calé dans un fauteuil sans cachet

dans un appartement plus anonyme encore.

Les hommes d'affaires, les lobbies tournaient depuis des semaines autour du jeune politicien avant les dernières élections, « c'est plus tranquille cette fois-ci », laisse-t-il tomber. La campagne adéquate avait coûté alors plus de six millions. « On faisait des rallyes qui mobilisaient les bénévoles pendant des jours, uniquement parce que les autres partis en faisaient... On ne se fera pas prendre cette fois », prédit le chef adéquate.

À la différence de 2003, l'ADQ a choisi de publier son programme dès décembre dernier. À la dernière campagne, les réunions de formation des candidats avaient eu lieu avant même que leurs engagements politiques soient imprimés. Le programme avait été disponible une semaine seulement avant l'émission des brefs.

Allocation « significative »

C'est dans ce programme de décembre qu'on retrouve, vague à souhait, l'engagement de l'ADQ de « redonner aux parents la liberté de choix, offrir à toutes les familles une allocation familiale significative pour chaque enfant d'âge préscolaire ne fréquentant pas le réseau des garderies subventionnées ».

« Allocation significative », cela veut dire 100 \$ par semaine! lance désormais Mario Dumont. Bien davantage que les 100 \$ par mois, impossible, qu'avait mis Stephen Harper dans son programme l'an dernier – M. Dumont avait à l'époque chaudement applaudi

cette initiative qui laissait plus de liberté aux parents.

Avec l'ancien président du CPQ, Gilles Taillon, M. Dumont a réalisé un cadre financier qui prévoit que cette cible peut être atteinte dans le cours du mandat de quatre ans. Et plus vite si la croissance économique le permet : « On veut le faire le plus vite possible, mais on restera responsables ». La mesure serait mise en place progressivement, mais une fois le rythme de croisière atteint, cette mesure supposera une ponction de 900 millions par année dans le budget québécois « si le nombre d'enfants restait le même qu'aujourd'hui », précise Mario Dumont.

Pour bien des observateurs, la campagne de Mario Dumont est à des années-lumière de celle de 2003. Les candidats de prestige – Pierre Bourque, Diane Bellemare, Guy Laforêt, Hubert Meilleur et Bernard Généreux –, ne sont pas, cette fois, au rendez-vous.

En revanche, Gilles Taillon a passablement plus d'expérience politique, précise, défensif, M. Dumont.

Les hommes d'affaires, comme Marcel Dutil, sont toujours un actif dans une campagne électorale, confie-t-il. Sauf quand leur inexpérience politique les fait contredire publiquement le chef du parti sur des éléments importants du programme.

Pour l'heure, Mario Dumont refuse de spéculer sur un nombre d'élus le soir du 26 mars. Dans les coulisses, on chuchote qu'il veut au moins 12 députés, le seuil pour être un parti reconnu à l'Assemblée nationale.

PALMARÈS DES PRÉNOMS 2006

Gars	Filles
1-William	1-Léa
2-Mathis	2-Mégane
3-Alexis	3-Laurie
4-Zachary	4-Émy
5-Samuel	5-Rosalie
6-Jérémy	6-Océane
7-Nathan	7-Annabelle
8-Thomas	8-Coralie
9-Olivier	9-Jade
10-Gabriel	10-Florence

L'océan pour les filles, la Bible pour les gars

LOUISE LEDUC

Après six ans au sommet de la liste des prénoms les plus donnés aux bébés-filles de l'année, Mégane vient d'être détrônée au profit de Léa, promue bonne première en 2006.

Du côté des garçons, pas de surprise : William, encore William, champion depuis six ans!

Ainsi va le palmarès des prénoms les plus populaires au Québec en 2006, compilé patiemment par Louis Duchesne, démographe à l'Institut de la statistique du Québec.

« Somme toute, il y a peu de changements chez les garçons aux premiers rangs, mais chez les filles, on devine un changement de la garde, avec Océane et Rosalie qui ont le vent dans les voiles », observe M. Duchesne.

Force est de constater que les parents se permettent beaucoup de fantaisie dans leur choix de prénom féminin et que la mer est une source d'inspiration certaine (Océane au 6^e rang, Coralie au 8^e).

Chez les garçons, la tendance est aux noms hébreux. « En plus des classiques archanges, on voit Noah, Isaac, Adam, relève encore M. Duchesne. On observe même une recrudescence de Joseph et de Marie, mais ils sont encore loin des 50 premiers. »

En retard...

Pour prévoir les tendances à venir, il suffit souvent de regarder du côté des cousins français et des voisins américains. En France, Léa est en tête de liste depuis 1997 et elle domine ici aussi. Eliot croît en France, et beaucoup ici, avec ce 27^e rang atteint au Québec en 2006.

En France, Léa, Emma, Manon, Chloé, Clara et Camille prennent du galon, tout comme Enzo, Lucas, Thomas, Théo et Hugo.

Aux États-Unis, les premiers prénoms masculins sont Jacob, Michael, Joshua, Matthew et Nicholas; chez les filles, Emily arrive première, suivie de Madison, Hailey, Emma et Sophia.

En Grande-Bretagne, Olivia arrive au premier rang chez les filles, suivie de Grace, Jessica, Ruby et Emily. Jack, Thomas, Joshua, Oliver et Harry ont la faveur chez les garçons (mais pas William, ni Tony!).

Pour éviter que votre enfant ne porte le même prénom que plein de ses copains de garderie, il vaut donc mieux éviter ceux-là et faire preuve d'originalité... au risque de choquer M. Duchesne. « On ne peut passer sous silence les multiples libertés que les parents prennent dans la façon d'écrire les prénoms. Dans certains cas, on pense à l'illettrisme plutôt qu'à l'originalité », dit M. Duchesne, évoquant notamment le cas de ces petites Aucéanne.

De fait, qui aurait cru qu'en 2006, Océane et Coralie côtoieraient Mia, Maïka et Kelly-Ann parmi les 30 prénoms les plus donnés au Québec?

Ce que le palmarès ne dit pas, c'est ce que grand-papa Michel et grand-maman Nicole pensent de tout ça!

L'ex-Miss Québec poursuit un promoteur

CHRISTIANE DESJARDINS

Élue Miss Québec 2006, Yajaira Mercedes s'attendait à vivre la vie trépidante de mannequin et de reine de beauté, en plus de recevoir des tas de cadeaux et d'avantages promis. Elle affirme n'avoir rien reçu de tout ça, dans la poursuite qu'elle vient d'initier contre le promoteur André Miron et la société qui produit le

concours de Miss, AM International inc. 9134-1875 Québec inc.

M^{me} Mercedes, qui a été privée de son titre en raison du différend qui l'oppose au promoteur, réclame 140 000 \$ à ce dernier en vertu d'une entente contractuelle qu'il n'aurait pas respectée. Elle affirme qu'on lui avait fait miroiter sa participation toutes dépenses payées à des concours encore plus prestigieux comme Miss

Francophonie, Miss Canada, Miss Top Model international... On lui aurait aussi promis une journée de beauté, des vêtements, des cours de journalisme en vue des interviews médiatiques, 40 000 \$ en prix pour les 40 ans de Miss Québec, des annonces, des entrevues, des participations à des émissions, bref, un « exposé » du tonnerre. Au lieu, et après insistance de sa part, elle n'aurait

obtenu qu'une séance photo. Malheureusement, sur place, elle découvrirait que la séance se voulait axée sur le fétichisme puisqu'on voulait qu'elle pose vêtue de latex. Elle affirme avoir perdu de son estime personnelle et avoir subi des dommages moraux. Elle dit avoir relancé le promoteur à plusieurs occasions sans succès pour régler le litige. Elle soutient que celui-ci lui a fait des allusions sexuelles, laissant entendre qu'il pourrait la gêner, et être arrangeant. Constatant qu'il n'y avait pas d'arrangement possible, elle a engagé des procédures.

Le jeu vous pousse à mentir à vos proches. À ce petit jeu-là, vous risquez de perdre beaucoup.

Jeu : aide et référence. **1 800 461-0140**

Au bout du fil, quelqu'un est prêt à vous aider à redevenir vous-même.

AideJeu.com



PRÉNOMS

Pour la liste des 50 prénoms les plus populaires, consultez Cyberpresse.ca et le site de Louis Duchesne, à www.clic.net/~loduches/

ACTUALITÉS

Un cimetière musulman au coeur d'un triste litige

LITIGE

suite de la page A1

Ce dernier administre le Centre islamique du Québec El-Markaz Islami. Leur but : que cesse le vandalisme sur la tombe de leur mère. Ils réclament aussi le remboursement de l'inhumation et des dommages et intérêts non chiffrés pour l'instant.

Alléguant l'intransigeance des autorités du cimetière et la profanation du lieu de sépulture de leur mère, les enfants s'adressent à la Cour supérieure dans le but de faire exhumer son corps et de l'enterrer ailleurs.

Joint à New York, où il travaille comme fonctionnaire aux Nations unies, Zakaria Fellah ne mâche pas ses mots face à ce qu'il qualifie d'intégrisme. « Ce cimetière est géré par des fanatiques, dit-il. Ils prennent leur loi pour l'amener ici. Mais ce n'est pas au Canada de s'adapter, c'est à eux de s'adapter aux lois canadiennes. Il faut mettre en garde le Canada et les Canadiens sur les dangers de l'islamisme », dit M. Fellah.

Il faut dire que la famille Fellah, musulmane de confession sunnite mais non pratiquante, a été très durement éprouvée par le passé. En décembre 1993, leur père Salah Fellah, haut fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères algériennes et ex-ambassadeur, était assassiné par balles lors d'un attentat à Alger. Pour échapper à la vague intégriste qui frappait l'Algérie et le Maghreb, sa femme Louisa Boulah-bel-Fallah et ses enfants émigraient peu après en Amérique du Nord. « C'est le Canada qui a proposé le refuge à ma mère. Deux de mes frères étudiaient déjà ici. Un pays plus généreux que ça, je n'ai pas trouvé », dit M. Fellah, en ajoutant que sa mère s'est bien adaptée et a vécu paisiblement ici jusqu'à sa mort. De fait, elle a succombé à un cancer en avril 2004 à l'hôpital Saint-Luc. Ses quatre enfants, qui vivent maintenant à différents endroits du globe, étaient réunis à la mort de leur mère.

Dans la culture musulmane, l'inhumation doit se faire rapidement. M. Fellah raconte que la famille a demandé conseil notamment au consulat d'Algérie, et qu'on leur a



PHOTO LA PRESSE

Le directeur funéraire du cimetière en question, Moustapha Salloui, a indiqué à *La Presse* que l'uniformité des sépultures était un règlement qui visait à effacer les différences entre les riches et les pauvres.

conseillé le cimetière musulman, situé à Saint-Vincent-de-Paul.

« Ce choix a été fait dans la précipitation », signale M. Fellah, qui a payé 2500 \$ pour l'inhumation. « Jamais on ne nous a avisés qu'il y avait des règlements sur la sépulture et jamais on ne nous a dit que le cimetière était divisé en une partie chiite et une partie sunnite, séparées par une clôture limitant l'accès à l'une ou l'autre des divisions. Tout ce qu'on a eu, c'est un petit reçu, c'est tout », soutient-il.

En juillet de la même année, M. Fellah faisait installer un monument sur la tombe de sa mère, de même qu'un arrangement avec des pierres et des fleurs. C'est à partir de ce moment que les choses se sont gâtées. La direction du cimetière l'a avisé que les stèles et les autres décorations étaient défendues dans la partie sunnite, et que seules une pierre posée au sol et une affiche sur un support de métal étaient acceptées. Un échange de lettres d'avocats a suivi, mais le cimetière restait fermé à

tout « accommodement raisonnable », indique-t-on dans les documents.

Puis, en septembre dernier, en se rendant sur la tombe de sa mère, M. Fellah a constaté avec indignation que la stèle du tombeau de sa mère avait été enlevée, tout comme l'arrangement paysager. Le tout avait été remplacé par une pierre au sol, du gazon et une affiche. Il a d'ailleurs trouvé une partie de la pierre tombale jetée négligemment dans un coin du cimetière. Outrée, la famille a décidé d'intenter des procédures pour transférer les restes de la mère dans un lieu plus accueillant, et exiger réparation.

Le directeur funéraire du cimetière en question, Moustapha Salloui, a indiqué à *La Presse* que l'uniformité des sépultures était un règlement qui visait à effacer les différences entre les riches et les pauvres. Quant au côté chiite, il affirme que cette partie ne leur appartient pas et qu'elle est gérée par des Iraniens. « Nous, c'est le 1099, montée Masson, et eux c'est le 1101 », a-t-il dit.

HÔPITAL CHARLES-LEMOYNE

Des urgentologues dénoncent les débordements

ÉMILIE CÔTÉ

Une fois de plus, des médecins de l'hôpital Charles-LeMoine, à Longueuil, contestent la direction. Des urgentologues sont restés à la maison hier matin pour dénoncer le non-respect d'une entente concernant le débordement des urgences.

Ratifiée le 17 janvier dernier, l'entente prévoyait un « plafond temporaire » de 49 civières occupées à la fois, qui devait éventuellement être abaissé à 39. « L'hôpital a un permis pour 39 », indique le chef du département, le Dr Bruno Baril.

Jusqu'à nouvel ordre, des urgentologues de l'hôpital Charles-LeMoine resteront à la maison dès que le plafond de 49 civières sera dépassé. C'est le mot d'ordre. « Nous ne sommes pas en mode débrayage, mais en mode respect de l'entente », signale le Dr Baril.

Le chef du département des urgences – deuxièmes en importance au Québec – assure que « les urgences vitales seront prises en charge ».

Hier matin, 62 civières étaient occupées. Pour protester, trois des quatre urgentologues à l'horaire sont restés à la maison. « S'il y a 60 patients, ils sont au moins sept ou huit dans des salles d'examen. Nous ne pouvons plus rencontrer de nouveaux patients et l'attente se prolonge, fait valoir le Dr Baril. Nous nous tournons les pouces. »

Situation rétablie

En après-midi, la direction de l'hôpital a rencontré le Dr Luc Boileau, directeur général de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie. Selon nos informations, le ministre Philippe Couillard est également intervenu. En fin de journée, le nombre de patients avait chuté à 49. L'entente avec la direction étant respectée, les urgentologues ont repris le travail.

Selon le Dr Baril, la direction a fait « une opération maquillage ». « La direction a déployé des mesures qui auraient dû être déployées avant. » Depuis le 22 janvier, la direction dénombre six jours où le plafond de 49 civières a été dépassé.

Récemment, plusieurs groupes de médecins ont critiqué la direction de l'hôpital Charles-LeMoine. En novembre dernier, 50 médecins spécialistes ont fait une sortie publique pour dénoncer l'annulation de chirurgies. Il y a un mois, sept médecins du programme de traumatologie ont démissionné en bloc.

DÈS AUJOURD'HUI!

175 exposants

5^e Salon du Vélo

et du cyclotourisme

EXPODIUM

palpitations garanties!

16, 17 et 18 FÉVRIER 2007

PLACE BONAVENTURE - Montréal

Heures d'ouverture
 Vendredi : 10h à 21h
 Samedi : 10h à 19h
 Dimanche : 10h à 17h

Prix d'entrée (taxes incluses)
 Adultes : 10 \$
 Étudiants/Âge d'or : 7 \$
 Enfants (6 à 12 ans) : 5 \$
 Enfants (5 ans et moins) : Gratuit
 Forfait familial : 25 \$
 (2 adultes, 2 enfants)

TOUT SUR L'UNIVERS DU VÉLO !

- Vélos, vêtements et accessoires 2007
- Conférences et lancements
- Séminaires de mécanique *Techno Cycle*
- Entraînement et compétitions
- Athlètes et équipes cyclistes

LA SECTION CYCLOTOURISME

- Les plus beaux circuits cyclables
- Voyages à vélo pour découvrir le monde
- Randonnées familiales à vélo
- Conférences sur le tourisme à vélo

LA ZONE DES SPECTACLES

- DÉFILÉ DE MODE CYCLISTE
- VÉLO TRIAL AVEC RYAN LEECH

LE CONCOURS LA PRESSE « PARTEZ À VÉLO ! »

Un grand gagnant méritera :
 Un forfait croisière et vélo d'une semaine aux îles de la Madeleine pour 2 personnes offert par le Groupe CTMA ainsi que 2 vélos Urbano de Opus et 2 cardiomètres CS200 de Polar

www.expodium.ca

PAIEMENT COMPTANT
 Nous achetons les bijoux, diamants, montres et tableaux de qualité.

La demande internationale très forte nous permet d'acheter au prix le plus élevé et de payer sur-le-champ. Toutes les transactions sont strictement confidentielles.

Bijoux
 Victoriens, Tiffany, Cartier, Van Cleef & Arpels, or, monnaie et platine sous toutes les formes.

Diamants
 Toutes les formes et toutes les tailles.

Montres
 Rolex, Patek Philippe, Vacheron & Constantin, Cartier, Omega, Le Coultre, etc.

Tableaux
 Oeuvres européennes et canadiennes des 19e et 20e siècles, aquarelles, fleurs, paysages, enfants, animaux, scènes arabes, Louis Icart.

ARTGOLD
 VENDÔME 4937, rue Sherbrooke Ouest (514) 484-3515

Kia retire sa pub controversée

Les critiques ont finalement eu raison d'une publicité controversée du constructeur Kia pour sa Spectra. On y voyait une femme policière dans une position compromettante, alors qu'elle était visiblement en service. La sénatrice Céline Hervieux-Payette avait qualifié cette pub comme étant de mauvais goût, voire de méprisante à l'égard des femmes policières. À la mi-janvier, deux syndicats de policiers s'étaient aussi insurgés contre ces quelques secondes télévisées, jugeant la publicité irrespectueuse. Kia Canada a affirmé hier par voie de communiqué, que sa décision de retirer la publicité avait été prise après qu'elle eut reçu des critiques de plusieurs associations policières.

Malorie Beauchemin

LE SALON DE LA MOTO DE MONTRÉAL

23, 24 ET 25 FÉVRIER 2007
 PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

VENDREDI : 12 h à 22 h
 SAMEDI : 10 h à 22 h
 DIMANCHE : 10 h à 17 h

ADMISSION : 12 \$ (TAXES INCLUSES)
WWW.SALONMOTOMONTREAL.COM

GARDEZ LE CONTACT AVEC VOTRE PASSION

- CONTEMPLEZ LES NOUVEAUX MODÈLES DE MOTOS, VTT, SCOOTERS, VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES.
- VENEZ RENCONTRER LES NOMBREUX EXPOSANTS, EXPERTS ET ARTISANS.
- ADMIREZ LES MOTOS PERSONNALISÉES ET LES MOTOS ANTIQUES.
- OBTENEZ DE L'INFORMATION SUR LE RÔLE ET L'IMPORTANCE DES PNEUS DANS LA PRATIQUE DE LA MOTO ET DU VTT.
- PRÉPAREZ VOTRE NOUVELLE SAISON, CONTRIBUEZ À NOTRE «CLINIQUE DE SANG» ET DÉJOUEZ LE «BLUES» DE L'HIVER.

PRODUIT PAR : ExpoMAX Canada Inc. POUR LE : GIMC

UN MESSAGE DU CIMC

(Le conseil de l'industrie de la motocyclette et du cyclomoteur)

« Actuellement, il en coûte moins cher pour rouler en moto au Québec, que partout ailleurs au Canada. En fait, le coût moyen des assurances obligatoires de la S.A.A.Q. représente moins que le prix d'une tasse de café par jour. Plus que jamais, rouler en moto est une expérience que vous pouvez vous offrir ».

Robert Ramsay, Président du CIMC

GIMC

POUR INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES, VISITEZ LE SITE SUIVANT : WWW.MMIC.CA

LA PRESSE cybrepresse.ca | tq5 | 101.5 Radio-Montréal | POLAR | EXPLODIUM |

MONDE

LE TOUR DU GLOBE

IRAK Responsables exilés



PHOTO ALI ABBAS, AGENCE FRANCE-PRESSE

Jalal Talabani

De hauts responsables de l'Armée du Mahdi, la milice du chef chiite Moqtada Sadr, ont reçu de leur hiérarchie l'ordre de s'exiler pour faciliter le plan de sécurité, qui prend de l'ampleur dans Bagdad, a annoncé, hier, le président irakien, Jalal Talabani. « Moqtada Sadr tient à stabiliser la situation et à assister à la réussite du plan de sécurité en Irak », a ajouté Talabani au terme d'une journée marquée par des opérations de ratissage. AFP

GUINÉE Reprise de la négociation

En Guinée, où l'état de siège décrété par le président Lansana Conté, au pouvoir depuis 23 ans, a donné lieu à des exactions militaires et à la suspension des libertés civiques, autorités et syndicats ont repris hier la négociation. Une réunion, à l'initiative du président de l'Assemblée nationale, Aboubacar Somparé, a rassemblé des leaders syndicaux, des gens du patronat, des chefs religieux et des officiers de l'armée. « Nous nous sommes donné rendez-vous samedi », a indiqué un opposant. AFP

FRANCE Journaliste suspendu

Le groupe public France Télévisions a décidé hier de priver d'antenne « jusqu'à la fin de la campagne » présidentielle le journaliste politique Alain Duhamel pour avoir soutenu en public le candidat centriste François Bayrou (UDF). Le service public se doit d'être « irréprochable », donc neutre, estime le groupe. La suspension a été annoncée peu avant une émission où le journaliste-vedette devait interroger le dirigeant de l'UDF. AFP

RUSSIE Sergueï Ivanov promu

Le ministre de la Défense Sergueï Ivanov a été promu, hier, premier vice-premier ministre et a été remplacé à la Défense par le chef du Service fédéral des impôts, Anatoli Serdioukov, a annoncé le président Vladimir Poutine. Originaire de Saint-Pétersbourg comme Poutine, Ivanov a travaillé pendant 20 ans dans le renseignement extérieur. À 54 ans, il est perçu comme un successeur potentiel de Poutine à la présidentielle de 2008, avec Dmitri Medvedev, qui est aussi premier vice-premier ministre, et de Saint-Pétersbourg. AFP

AFRIQUE Médiation française

Le Soudan, le Tchad et la Centrafrique ont signé hier, en marge du sommet Afrique-France à Cannes, un accord les engageant à ne pas « soutenir de rébellions » à partir de leurs territoires, a annoncé la présidence française. « Le texte est signé par neuf chefs d'État », a déclaré le porte-parole de l'Élysée, qualifiant l'accord de « premier pas positif vers la reprise du dialogue entre les trois pays ». AFP

CUBA Castro récupère

Le président cubain Fidel Castro récupère « de manière satisfaisante » de l'intervention chirurgicale qu'il a subie en juillet pour une hémorragie intestinale, a déclaré son fils, Fidel Castro Diaz-Balart, hier à La Havane. « L'état de santé (du président) progresse de manière satisfaisante et soutenue », a affirmé Fidel Castro Diaz-Balart, un physicien nucléaire de 56 ans. « Nous croyons que peu à peu le camarade Fidel va récupérer totalement, ce que l'ensemble du peuple cubain et les révolutionnaires du monde entier souhaitent », a ajouté celui qu'on surnomme familièrement « Fidelito », en marge de la Foire internationale du livre où il était venu présenter un ouvrage scientifique. AFP

LE CHIFFRE DU JOUR Cinq

C'est le nombre de semaines que le président Mahmoud Abbas, du Fatah, a donné hier à son rival Ismaïl Haniyeh, du Hamas islamiste, pour former le nouveau gouvernement palestinien d'union décidée aux négociations de La Mecque. Haniyeh a remis sa démission à Abbas, qui l'a aussitôt reconduit comme premier ministre. Les États-Unis ont rappelé d'entre-tempers que leur condition restait la même vis-à-vis d'un gouvernement palestinien : reconnaissance du droit à l'existence d'Israël. AFP

Bush renforce la présence américaine en Afghanistan

AP ET AFP

WASHINGTON — Le président américain George W. Bush a annoncé, hier, l'envoi de soldats supplémentaires en Afghanistan et a exhorté certains de ses alliés européens à ne plus confiner leurs troupes aux zones les plus sécuritaires.

Dans un discours prononcé devant l'organisation conservatrice American Enterprise Institute, le président Bush s'est arrêté pour la première fois depuis longtemps sur la situation qui prévaut en Afghanistan. Il a reconnu que les talibans avaient récemment progressé, grâce entre autres à l'explosion de la culture du pavot et du trafic d'opium. Mais il a aussi exprimé sa détermination à contrer l'offensive des talibans attendue au printemps.

Malgré la pression imposée aux capacités militaires américaines et renforcée par la récente décision d'envoyer 21 500 soldats supplémentaires en Irak, M. Bush a confirmé sa décision de prolonger le déploiement de 3200 soldats et de porter ainsi à son plus haut niveau depuis l'attaque de 2001 le niveau des troupes américaines en Afghanistan.

Ce niveau de 27 000 hommes sera maintenu « dans un avenir prévisible », a-t-il dit.

Le président Bush a aussi demandé au Congrès d'allouer 11,8 milliards de dollars pour les deux années à

venir pour « aider cette jeune démocratie à survivre. »

Quand la neige fondra

« La neige va fondre dans les montagnes de l'Hindu Kush et quand cela sera le cas, nous pouvons compter sur d'âpres combats », a dit M. Bush, faisant référence à la grande chaîne afghane. « Les talibans et Al-Qaeda se préparent à lancer de nouvelles attaques. Notre stratégie n'est pas de rester sur la défensive, mais de passer à l'offensive. Ce printemps verra une nouvelle offensive en Afghanistan, et cela sera une offensive de l'OTAN. »

« Notre stratégie n'est pas de rester sur la défensive, mais de passer à l'offensive. Ce printemps verra une nouvelle offensive en Afghanistan, et cela sera une offensive de l'OTAN. »

« Notre stratégie n'est pas de rester sur la défensive, mais de passer à l'offensive. Ce printemps verra une nouvelle offensive en Afghanistan, et cela sera une offensive de l'OTAN. »

M. Bush a confirmé les difficultés des derniers mois, reconnaissant une nouvelle « offensive des talibans qui

a fait de 2006 l'année la plus violente en Afghanistan depuis la libération du pays ».

M. Bush a affirmé l'importance du succès de la mission de l'OTAN, pour « ne pas permettre (aux terroristes) de recréer en Afghanistan le sanctuaire qu'ils y ont perdu » après avoir lancé les attaques du 11-Septembre.

« Pour que l'OTAN réussisse, les alliés doivent faire en sorte que nous combions les failles dans la sécurité », a-t-il dit.

« En d'autres termes, quand le besoin s'en fait sentir, quand nos commandants disent à leurs pays respectifs : *Nous avons besoin d'une aide supplémentaire*, les pays de l'OTAN doivent la fournir. »

M. Bush et son administration, soumis à la pression des événements irakiens et, désormais, d'une majorité parlementaire démocrate hostile, se démènent pour convaincre leurs alliés de faire plus en Afghanistan, en termes d'hommes, de matériel, mais aussi d'engagement dans les zones les plus dangereuses du pays.

Le commandement militaire de l'OTAN a demandé aux alliés de fournir trois bataillons d'infanterie additionnels à temps pour parer à l'offensive attendue au printemps.

Les adversaires de M. Bush lui ont maintes fois reproché d'avoir engagé en Irak des troupes qui auraient dû servir à assurer la réussite de la mission afghane.



PHOTO ARIANA CUBILLOS, ASSOCIATED PRESS

Les opérations menées par les Casques bleus dans les bidonvilles de Port-au-Prince sont de plus en plus contestées. Le mandat de ceux-ci en Haïti a été prolongé de huit mois, hier.

Le mandat (contesté) des Casques bleus en Haïti prolongé de huit mois

JOONEED KHAN

Le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé, hier, pour huit mois le mandat des Casques bleus en Haïti, alors que les opérations de la MINUSTAH contre les bidonvilles de Port-au-Prince sont de plus en plus contestées.

La MINUSTAH comprend 6800 soldats et 2000 policiers. Elle est déployée en Haïti depuis l'exil forcé du président Jean-Bertrand Aristide en 2004, prenant la relève d'une « Force multinationale » composée alors des États-Unis, de la France et du Canada.

Dans une résolution adoptée à l'unanimité, le Conseil a prorogé son mandat jusqu'au 15 octobre, et l'a même chargée d'intensifier ses opérations contre les bandes armées afin de rétablir la sécurité dans ce pays pauvre de 8 millions d'habitants.

L'extension de huit mois découle d'un compromis entre les États-Unis et les « Amis d'Haïti », dont le Canada, qui voulaient un an et plus, et la Chine, qui proposait six mois et un changement de mandat. La Chine compte 125 policiers au sein de la MINUSTAH.

« Priorités erronées »

« Les priorités du mandat sont erronées. Se concentrer sur des opérations militaires contre des gangs armés ne saurait être une stratégie à long terme. Le défi, c'est d'aider Haïti à bâtir de solides institutions civiles », a dit l'ambassadeur chinois Wang Guangya.

Cette position est défendue par l'International Crisis Group (ICG), ActionAid et des ONG haïtiennes. « Ce qu'il faut, c'est instaurer l'État de droit et réformer le système judiciaire, rongé par l'incompétence et la corruption », dit l'ICG.

« Le crime augmente, les prisons sont surpeuplées, les détentions prolongées, et les pauvres n'ont pas droit à des avocats », souligne l'organisation.

« La confrontation avec des gangs armés n'apportera qu'un répit temporaire, surtout que la MINUSTAH a de bonnes relations avec d'autres gangs armés », dit ActionAid. Il faut, selon lui, « engager tous les Haïtiens dans une réforme de la police et de la justice ».

« Force excessive »

Selon des documents obtenus par le Haiti Information Project (HIP) sous la

loi d'accès à l'information, la MINUSTAH a admis auprès de l'ambassade des États-Unis avoir utilisé « une force excessive » lors d'une opération le 6 juillet 2005 à Cité Soleil.

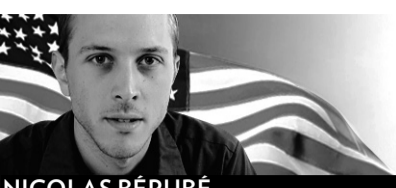
« Plus de 22 000 projectiles ont été tirés pendant sept heures, et ils ont pu pénétrer dans les cases de fortune de Cité Soleil et atteindre des cibles non visées », écrit l'ambassade. « Il y a eu des dommages collatéraux », a admis Edmond Mulet, le Guatémaltèque qui dirige la MINUSTAH.

Le HIP note qu'une opération analogue a été menée à Cité Soleil le 26 décembre 2006. Mulet a parlé de « 12 ou 13 tués, dont 10 gangsters ». Le HIP, citant des militants de droits humains, parle de « 50 à 70 tués, un massacre ».

Pour deux albanophones du Kosovo tués samedi par des Casques bleus, le ministre de l'Intérieur a démissionné et le chef de police de l'ONU a été limogé. En Haïti, « toutes les enquêtes annoncées sont restées sans suite », s'est indigné Lovinski Pierre-Antoine, d'une ONG haïtienne, lors d'une marche populaire le 7 février à Port-au-Prince.

Avec AFP, AP, Reuters, AHP, HIP, The Independent

La Californie veut exporter ses prisonniers



NICOLAS BÉRUBÉ
LOS ANGELES

La Californie exportait déjà son vin et ses produits maraîchers. Voilà que le gouverneur Arnold Schwarzenegger veut se mettre à exporter ses prisonniers.

Le problème est simple : il y a 100 000 places dans les prisons californiennes. Et, au dernier décompte, on y trouvait plus de 173 000 détenus.

Un peu comme c'est le cas avec le système de santé québécois, seuls les « chanceux » ont une chambre. Les voleurs, les trafiquants de drogue, les passeurs d'immigrants illégaux et les tueurs s'entassent à trois dans un espace conçu pour deux. Ceux qui n'ont pas de cellule dorment dans les lits de camp installés dans des gymnases ou des salles de conférence.

Dans de telles conditions, les tensions raciales fleurissent. Les programmes d'aide à la réinsertion des détenus sont paralysés. Ironiquement, les détenus de Californie ont le taux le plus élevé de récidive : plus de 70 % des prisonniers reviennent en prison.

Dans un récent discours, le gouverneur Schwarzenegger a directement lié ce problème à la surpopulation des prisons, « qui empêche de mener des programmes de réhabilitation efficaces. »

« La situation dans nos prisons est inacceptable, tout le monde en convient, a déclaré Schwarzenegger. Maintenant, il faut agir pour changer les choses. »

Le mois dernier, le gouvernement a donc entrepris l'une des campagnes publicitaires les plus inusitées : convaincre les prisonniers des bienfaits d'aller purger leur peine dans un autre État.

Dans une vidéo promotionnelle présentée dans les prisons cali-



En Californie, les prisonniers qui n'ont pas de cellule dorment dans des lits de camp installés dans des gymnases ou des salles de conférence. On y compte aujourd'hui 173 000 détenus pour 100 000 places.

forniennes, des détenus transférés au Kentucky vantent les mérites de leur nouvelle prison. « Ici, les gardes nous traitent comme des êtres humains, pas comme des animaux », dit l'un d'eux.

Un autre prisonnier s'exclame : « Nous avons des tables de ping-pong et nous pouvons emprunter des livres à la bibliothèque! »

La campagne de marketing a fait bien rire les Californiens. Certains commentateurs se sont fait un plaisir de souligner que les prisonniers sont justement des prisonniers, et qu'ils n'ont pas à être convaincus de quoi que ce soit.

Schwarzenegger a mis fin à cette campagne de sensibilisation la semaine dernière en annonçant que 7000 détenus allaient être transférés au printemps. Le

gouvernement californien prévoit d'envoyer les criminels dans les États où il y a de la place pour eux : en Arizona, en Indiana, en Oklahoma et au Tennessee.

Les détenus iront purger leur peine dans des prisons privées, qui ne demandent pas mieux d'accueillir ces nouveaux « clients » – et de refiler la facture aux contribuables californiens.

Avant Noël, le gouverneur avait également dévoilé un programme de 12 milliards de dollars visant à rénover et à bâtir des prisons, notamment dans la région de Los Angeles, où les gangs de rue posent un problème particulièrement sérieux. Reste à voir si l'Assemblée législative donnera le feu vert à cette proposition onéreuse.

Or, même s'il est accepté, ce pro-

gramme prendra des années avant de voir le jour. Les fonctionnaires, eux, calculent qu'il sera impossible d'admettre un détenu de plus en juin de cette année. D'où l'idée du transfert de prisonniers.

Mais cette solution ne fait pas l'affaire de tous. « C'est pathétique, indique Steve Fama, avocat au Prison Law Office, qui veille aux intérêts des prisonniers. Ce n'est pas en changeant quelques milliers de détenus de place que le problème des prisons surchargées va s'estomper. Je crois que cette décision permet à Schwarzenegger de dire : *Vous voyez, nous nous occupons du problème*, alors que dans les faits il ne règle absolument rien. »

Selon les critiques du programme, les prisons sont pleines parce que, depuis des décennies,

les gouverneurs demandent des sentences toujours plus longues pour les criminels.

Le président de l'Assemblée d'État, le démocrate Fabian Nuñez, a récemment dénoncé cette mentalité du « enfermez tout le monde ».

« C'est payant politiquement, parce que ça vous donne l'image de quelqu'un qui ne badine pas avec les criminels. Mais au bout du compte, les prisons sont surpeuplées, il n'y a pas assez de réhabilitation, les prisonniers sortent de prison et commettent d'autres crimes. C'est un des aspects honteux de la politique californienne. Mais personne ne veut réduire les sentences, car personne ne veut avoir l'air de celui qui fait la vie facile aux criminels. »

suite 309
Le dating show

**Soyez témoins des malaises d'un premier rendez-vous...
Épiez leurs conversations...
et devinez qui sera l'élu.**

Avec **Virginie Coossa**

Ce soir 19 h

tqs

Le mouton noir de la télé!

Kadyrov nommé à la présidence de la Tchétchénie

AGENCE FRANCE-PRESSE

MOSCOU — Le président russe Vladimir Poutine a nommé, hier, Ramzan Kadyrov à la tête de la Tchétchénie. L'homme de 30 ans contrôle déjà la province avec ses milices redoutées et semble avoir apporté une certaine stabilité, aux côtés de l'armée russe.

Ramzan Kadyrov, fils du président tchétchène pro-russe Akhmad Kadyrov, tué dans un attentat en mai 2004, occupait depuis près d'un an le poste de premier ministre et dirigeait déjà de facto la Tchétchénie avec le soutien de Moscou.

Sa nomination doit être entérinée par le Parlement local, ce qui ne fait guère de doute.

Le président russe a par ailleurs accepté la démission du président Alkhanov, qui était à la tête de cette région du Caucase russe depuis août 2004.

M. Alkhanov était déjà largement éclipsé par Ramzan Kadyrov, à la fois apprécié pour le rôle important qu'il joue dans la reconstruction de cette province dévastée par la guerre et craint pour ses puissantes milices, à qui l'on prête enlèvements et tortures.

« Le conflit devient moins intense, il y a moins d'enlèvements. (...) La Russie a obtenu une relative stabilité en Tchétchénie, mais à quel prix? » s'interroge Alexandre Tcherkassov, responsable de l'ONG russe de défense des droits de l'homme Memorial, qui surveille la situation en Tchétchénie.

Kadyrov dispose de milices plus puissantes que celles de Djokhar Douaïev ou d'Aslan Maskhadov, deux présidents indépendantistes tchétchènes tués par les Russes, poursuit M. Tcherkassov.

Quant à la reconstruction, les personnes qui en étaient chargées par Moscou volaient des fonds avant qu'ils n'arrivent en Tchétchénie. Ramzan Kadyrov se comporte au contraire comme un



PHOTO MUSA SADULAYEV, ASSOCIATED PRESS
Le premier ministre tchétchène, Ramzan Kadyrov (à gauche) faisait de l'ombre au président Alu Alkhanov (à droite). Sans surprise, il a finalement été nommé par Moscou à la tête du pays.

maître qui ne vole pas chez lui. Il veut également gagner la loyauté, le respect et même l'amour des Tchétchènes, estime M. Tcherkassov.

« La reconstruction est certes de façade, mais c'est mieux que rien. Auparavant, il n'y en avait aucune », poursuit-il.

Pour le politologue Iouri Korgouniok, Kadyrov contrôlait de facto la Tchétchénie et faisait pression sur Alkhanov pour qu'il renonce à son poste. Le Kremlin a toutefois dû attendre pour ne pas céder immédiatement à Ramzan, précise-t-il.

M. Kadyrov ne pouvait pas devenir président de Tchétchénie avant d'atteindre 30 ans, l'âge minimum prévu par la Constitution de la république. Il les a fêtés le 5 octobre 2006.

VACANCES
VOYAGE

CE SAMEDI,
LES ÎLES
GALAPAGOS

Tous les samedis dans **LA PRESSE**

3450314

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**

Guy Crevier > Président et éditeur

Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint

Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Du calme, M. Dumont

apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Mario Dumont est monté sur ses grands chevaux pour dénoncer les propos du candidat libéral Pierre Arcand, qui l'a traité de «Jean-Marie Le Pen du Québec». La comparaison était certainement excessive. La réaction du chef de l'Action démocratique l'est tout autant. Surtout qu'elle vient d'un politicien qui en 2004 s'était fait le grand défenseur de la station de radio CHOI, réprimandée par la CRTC en raison du langage ordurier employé par son animateur Jeff Fillion.

«La liberté d'expression est attaquée au Québec», avait soutenu M. Dumont à l'époque, réclamant même le rappel d'urgence de l'Assemblée nationale. On ne l'avait pourtant pas entendu

Le débat en serait resté là si M. Dumont n'avait lui-même décidé de gonfler l'affaire.

déplorer que Jeff Fillion insulte quotidiennement tout le monde et son père. Par exemple: «Est-ce que Marie-Chantal Toupin serait assez hard pour se mettre dans les culottes et se retourner la bille? Elle a pas de beaux seins, elle pue.» Au sujet d'un citoyen ordinaire, Fillion avait soutenu qu'il était le plus «crotté» en ville. D'un concurrent, il avait dit qu'il n'est plus capable de bander avec une femme adulte». Etc. Rien de tout cela ne semblait offusquer M. Dumont. Cependant quand un adversaire politique échappe un bout de phrase malheureux, le voilà tout indigné!

L'un plie, l'autre pas

mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

Après six jours de pourparlers, la Corée du Nord consent à des compromis relatifs à ses installations nucléaires. Après des sanctions venues de la communauté internationale, l'Iran refuse toujours de stopper ses activités d'enrichissement de l'uranium.

Rien de cela n'étonne vraiment, ni de la part de Pyongyang, ni de la part de Téhéran. Les deux régimes sont en effet radicalement différents. Leurs contraintes économiques ainsi que leurs objectifs politiques, fort éloignés les uns des autres.

Reste à savoir, puisqu'elle n'a pas craint les retournements dans le passé, si la Corée du Nord respectera ses engagements. Reste surtout à trouver la voie diplomatique qui conduira à une entente éliminant le danger nucléaire iranien sans heurter l'honneur perse.

L'entente avec Pyongyang est un troc atome contre pétrole, résultat de cette sorte de chantage déjà utilisée avec succès par Kim Jong-il dans le passé.

Que le dernier régime communiste pur et dur de la planète recoure ainsi au mode d'application le plus cynique de la loi du marché ne manque pas de sel! Mais le monarque est en mode survie: il ne peut se permettre de perdre ni l'appui devenu conditionnel de la Chine, ni les secours internationaux. Il règne en effet sur une société affamée mais fortement militarisée (1 million et demi de soldats sur 23 millions d'âmes), ce qui constitue un cocktail explosif. Bien entendu, l'état de la nation rend ridicule tout projet, Kim Jong-il dut-il en avoir encore, de nature impériale. Tout est différent chez les Iraniens. Dans la conjoncture actuelle,

Placé dans le contexte québécois, le parallèle tracé par Pierre Arcand n'est pas absurde. Comme le chef du Front national, celui de l'ADQ cherche à capitaliser sur les inquiétudes de ses concitoyens à l'égard de certaines communautés immigrantes. Comme Le Pen, Dumont a osé – et c'est à son mérite – aborder ce sujet délicat que les grands partis auraient voulu éviter. En somme, un tribunal conclurait probablement qu'il n'y a pas de diffamation parce que le propos de M. Arcand peut être raisonnablement soutenu.

Cela dit, Mario Dumont est à des années-lumière de Jean-Marie Le Pen, c'est clair. Il n'a jamais tenu de propos antisémites, n'a jamais qualifié les foyers crématrices de «point de détail de l'histoire», n'a jamais agressé physiquement qui que ce soit. Pierre Arcand avait donc tort de faire cette comparaison, comme il l'a rapidement reconnu en disant que l'analogie utilisée était «très forte». «Trop forte», a précisé le premier ministre.

Le débat en serait resté là si M. Dumont n'avait lui-même décidé de gonfler l'affaire, exigeant rétractation par voie de mise en demeure. La lecture de celle-ci fait sourire. Selon l'avocat du chef de l'ADQ, Pierre Arcand a aggravé les choses en soutenant que M. Dumont «divise les Québécois», expression qui serait «également méprisante». Curieuse affirmation venant d'un politicien qui lui-même ne cesse d'accuser les souverainistes et les fédéralistes de «diviser» les Québécois depuis 30 ans (voir notamment son programme électoral, page 5).

Mario Dumont a eu le mérite de forcer le gouvernement Charest à réagir au malaise de la population. Maintenant, plutôt que de jouer les vierges offensées, il devrait expliquer aux Québécois comment la «constitution québécoise» qu'il propose réglerait le problème.

L'Iran chiite craint l'encerclement occidental et désire consolider son statut de puissance régionale devant la pression sunnite et l'ennemi israélien.

Par rapport à la bombe nord-coréenne, l'atome iranien a donc quelque chose de plus effrayant, sans compter le danger de prolifération au Moyen-Orient, lui aussi inquiétant. Au surplus, les Iraniens peuvent compter sur des revenus pétroliers importants ainsi que sur l'appui de la Russie, de plus en plus belliqueuse vis-à-vis l'Amérique. Cependant, Téhéran ne possède pas encore la bombe. Et l'argument économique se retourne: le secteur pétrolier iranien tombe en ruines et, estime-t-on, il aura besoin de 45 milliards en investissements étrangers d'ici 2015. En outre, la société iranienne est jeune, insulaire, complexe, non dépourvue de contre-pouvoirs: l'opposition au président Ahmadinejad se fait maintenant entendre.

Bref, existe toujours un large espace de négociation que, pour sa part, Téhéran utilise avec agilité en un ballet diplomatique pas toujours facile à décoder.

Dans le dossier nord-coréen, Washington honore une entente partielle, vague, muette quant aux ogives nucléaires que Pyongyang possède déjà. Bref, une entente que George W. Bush aurait rejetée du revers de la main il y a quelques mois et qui en hérisse plusieurs, tel l'ex-ambassadeur à l'ONU, John Bolton.

Par rapport à l'Iran, cependant, la Maison-Blanche nourrit une escalade rappelant – avec, tout de même, quelques bémols – la campagne menée avant l'opération militaire en Irak et susceptible de conduire à des frappes aériennes contre les installations nucléaires iraniennes. Or, c'est techniquement complexe. Incertain quant aux résultats. Cela braquerait la population iranienne. Et déclencherait une autre belle pagaille sans issue.

Une nouvelle opération militaire préventive au Moyen-Orient? Le monde peut vraiment s'en passer.

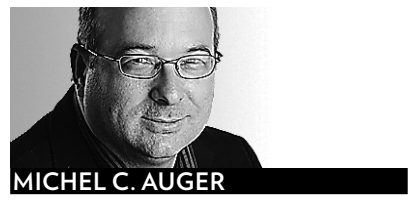


sergechapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

Les vraies vedettes

Ce qui est le plus dangereux dans les équipes de candidats, ce n'est pas d'avoir peu de vedettes, c'est d'avoir des trous trop évidents



MICHEL C. AUGER

LE SOLEIL

Las de se faire demander qui serait son ministre des Finances, Jean Charest avait tenu un point de presse dehors, par un froid matin de mars au début de la dernière campagne électorale, pour présenter les vedettes de son équipe économique en la personne d'Yves Séguin et de Michel Audet.

Le premier n'a pas fait la moitié d'un mandat, le second quittera la politique après seulement quatre ans. Comme quoi les recrues prestigieuses que l'on nous présente en début de campagne électorale ne deviennent pas toujours de grandes vedettes de la politique.

On n'a qu'à regarder l'équipe gouvernementale actuelle. Personne, ou presque, ne connaissait Philippe Couillard en dehors de l'hôpital universitaire de Sherbrooke quand on l'a parachuté dans Mont-Royal au printemps 2003. Mais il est devenu la grande vedette de ce gouvernement, au point où certains le voient même comme un futur premier ministre.

Les ministres les plus efficaces du gouvernement de M. Charest ne sont pas nécessairement ceux

PHOTO ARCHIVES. LA PRESSE
Philippe Couillard

ou Yvon Vallières, à l'Agriculture. Pas spectaculaires, mais pas gaffeurs non plus. Efficaces, quoi.

Evidemment, en ces matières, le présent a toujours l'air un peu moche comparé à un passé qu'il est si facile d'idéaliser. Ainsi, André Boisclair a sans doute commis une erreur en disant qu'il voulait une «équipe de rêve», comme celle de René Lévesque, en 1976.

Mais qui connaissait un Yves Bérubé ou un Yves Duhaime en novembre 1976? Qui aurait pu penser qu'un professeur de droit fiscal à la faculté d'administration de l'Université Laval, un dénommé Jean Garon, deviendrait un ministre de l'Agriculture dont on parle encore trente ans plus tard?

On cherche encore la nouvelle équipe économique du PQ. Pierre Curzi, Guy Lachapelle et Bernard Drainville sont sans doute des vedettes, mais on ne pourrait les présenter comme des ministres des Finances potentiels.

Il y avait, bien sûr, des Jacques Parizeau et des Camille Laurin dans l'équipe. Mais ils étaient au PQ depuis longtemps. La seule véritable vedette que René Lévesque avait recrutée pour l'élection de 1976 était Lise Payette. Qui a quitté la politique après un seul mandat, estimant, non sans raison, qu'elle aurait plus d'influence sur la société québécoise comme auteur de téléromans que comme ministre.

Robert Bourassa avait, lui-aussi, voulu recruter des vedettes

quand il est revenu aux affaires en 1985. Des vedettes du monde des affaires, justement, les Paul Gobeil et Pierre MacDonald, qui sont devenus les symboles de la difficulté des gens d'affaires à s'adapter au secteur public.

Avec le recul, on voit que les véritables vedettes de cette époque étaient les vieux de la vieille du PLQ, des gens comme Gérard D. Levesque ou Lise Bacon qui ont su tenir la barre dans des circonstances difficiles.

La raison est bien simple. Il y a bien peu d'expériences, dans le secteur privé, la vie universitaire, le monde communautaire ou ailleurs qui prépare vraiment à la politique. Toutes les déclarations sont scrutées à la loupe et peuvent être retenues contre vous.

Les structures de pouvoir sont différentes de partout ailleurs et la machine fonctionne à son rythme et il est difficile de l'en faire déroger. Les gens d'affaires, en particulier, sortent souvent très frustrés de leur expérience.

Une vedette en politique, c'est quelqu'un qui réussit à la fois à communiquer avec le public et à faire bouger la fonction publique, le tout en n'étant aucunement certain de pouvoir en prendre le crédit, si ça fonctionne, mais en étant certain d'avoir tous les reproches si ça ne marche pas. Ce n'est pas la tasse de thé de tout le monde.

Mais alors, pourquoi les partis recherchent-ils autant les vedettes? D'abord, pour donner une impression de momentum. Si des gens qui réussissent bien dans leur carrière et qui ont de la notoriété viennent rejoindre un parti ou un chef, c'est qu'il a le vent dans les voiles.

Mais surtout, pour montrer qu'un chef est capable de s'entourer d'une équipe qui peut lui donner toutes les compétences requises pour gouverner. Surtout dans les domaines où le parti n'est pas généralement considéré comme le plus compétent.

En ce sens, ce qui est le plus dangereux dans les équipes de candidats, ce n'est pas d'avoir peu de vedettes, c'est d'avoir des trous trop évidents. Ainsi, on cherche encore la nouvelle équipe économique du PQ. Pierre Curzi, Guy Lachapelle et Bernard Drainville sont sans doute des vedettes, mais on ne pourrait les présenter comme des ministres des Finances potentiels.

Olymel: un drame national?



ALAIN
DUBUC

adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Même avec les compressions importantes qu'ils ont acceptées la mort dans l'âme, les travailleurs de l'abattoir d'Olymel seront encore les mieux payés au Québec, les mieux payés au Canada et probablement les mieux payés en Amérique du Nord.

Ce rappel n'a pas pour but de banaliser ce qui arrive à ces travailleurs. C'est sûr que c'est très dur. Personne ne voudrait être à leur place et subir une coupure de rémunération de 30 %. Mais il permet de relativiser les choses. Ce qui est certainement un drame pour ces employés ne constitue pas un drame national.

La saga d'Olymel a été traitée avec une intensité dramatique pour deux raisons. La première, c'est qu'une fermeture de l'usine d'abattage de Vallée-Jonction aurait des effets énormes, 1100 mises à pied, sans compter le choc sur la région et l'industrie porcine. Mais cette menace de fermeture était parfaitement artificielle et s'expliquait essentiellement par les braquages de la CSN qui ont failli mener ses membres à l'abattoir. L'autre élément dramatique, c'est la crainte que le scénario d'Olymel annonce ce qui attend l'industrie manufacturière, celui de reculs imposés par la mondialisation.

Écartons tout de suite les scénarios du pire. Les gens d'Olymel verront, en gros, leur rémunération horaire passer de 28 à 20\$. Même à ce montant réduit, ils obtiendront un peu plus que ce que leurs collègues de l'usine albertaine d'Olymel viennent d'accepter en négociation. Autrement dit, les Québécois seront traités comme des Albertains. L'Alberta, faut-il le rappeler, ce n'est pas un paradis des bas salaires, ce n'est pas une maquilladora mexicaine. Voilà pour les grandes croisades.

Quant à la grande peur de la mondialisation, rappelons que l'industrie porcine n'est pas un de ces secteurs qui se font rentrer dans le corps par des produits chinois. Il est vrai qu'il y a de nouveaux concurrents, comme le Brésil et le Chili, qui produisent à moindre prix du porc de qualité. Mais la crise de l'industrie vient essentiellement de l'appréciation du dollar canadien, qui a grimpé de 40 % entre 2002 et 2006.

Ce choc considérable frappe l'ensemble de l'industrie, les producteurs de porc, ou les abattoirs, comme Olymel. Mais si le choc est si dur, c'est que l'industrie a été d'une inconscience étonnante. Depuis des années, les économistes multipliaient les avertissements pour que les entreprises se méfient des avantages d'un dollar à 62 cents. Notre monnaie était sous-évaluée, et cet avantage, tout à fait artificiel, risquait de créer un faux sentiment de sécurité. Mais l'industrie du porc a vécu dans sa bulle. On a construit des porcheries, on a gonflé les salaires, on n'a pas assez travaillé à assurer la productivité.

L'industrie a vécu sur du temps emprunté. Et le réel est maintenant revenu au galop. Olymel, avec sa seule usine de Vallée-Jonction, a perdu 50 millions en trois ans. Aucune entreprise ne peut survivre en perdant de l'argent. D'autres secteurs ont réussi à surmonter les conséquences de la réévaluation de la devise canadienne, mais les options sont plus restreintes dans le cas des abattoirs, où il y a une limite à la modernisation, à la mécanisation, ou à la sous-traitance à l'étranger. Dans cette industrie « labour intensive », on en arrive très rapidement à devoir réduire les coûts de main d'œuvre.

Dans ce contexte déjà difficile, le cas de Vallée-Jonction est unique sur le continent avec ses 28\$ de l'heure. Une bonne rémunération est un objectif souhaitable, tant au plan économique que social. Mais il faut que ces salaires généreux puissent se justifier. Et il existe une telle chose que des anomalies. L'usine de Vallée-Jonction était carrément hors-norme.

La CSN connaissait parfaitement le contexte, car elle a récemment négocié des salaires de 14,65\$ pour l'abattoir d'Olymel à Princeville, et elle est aux prises avec la fermetures de deux autres abattoirs d'Olymel.

Et pourtant, quand la compagnie a voulu rouvrir la convention de Vallée-Jonction, pour mettre fin à l'hémorragie, ce fut l'indignation et le braquage.

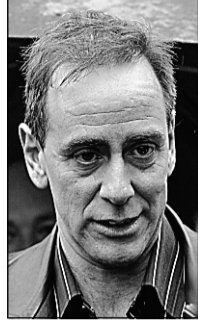
Il était pourtant évident qu'il n'y avait pas mille stratégies possibles et très peu de marge pour une négociation classique. Les travailleurs, pompés par leurs dirigeants syndicaux, ont pourtant dit non trois fois, pour finalement accepter une offre juste assez modifiée pour qu'ils ne perdent pas trop la face.

La CSN a un gros examen de conscience à faire dans ce dossier, où le bluff et la pensée magique ont failli mener à la fermeture de l'usine. Dans son dogmatisme, cette centrale était prête à se lancer dans une grande bataille de principes dont les 1100 travailleurs d'Olymel auraient été la chair à saucisses. Dieu merci, le pire a été évité.

Échec aux gangs de rue

La présence dans nos collectivités de ce nouveau type de criminels laisse présager des lendemains troublants

RÉAL MÉNARD



L'auteur est député de Hochelaga et porte-parole du Bloc québécois en matière de Justice.

Depuis les 10 dernières années, plusieurs outils ont été créés pour permettre aux organismes responsables de l'application de la loi de lutter plus efficacement contre le crime organisé. Je me permets d'en rappeler quelques-uns: la durée de validité d'un mandat pour écoute électronique a été prolongée, l'obtention de la libération conditionnelle est plus difficile et le centre judiciaire Gouin a vu le jour.

Le Québec est d'ailleurs l'endroit au Canada où la lutte au crime organisé a été la plus efficace. Ces résultats ne sont pas étrangers au fait que, dès 1996, un Bureau de lutte aux produits de la criminalité a été mis sur pied. Aussi, en 2000, le ministère de la Justice du Québec a créé le Bureau de lutte au crime organisé (BLACO). L'adoption des projets de loi C-95 et C-24, conjuguée à une forte volonté politique, ont permis depuis 2001 aux procureurs de la Couronne du Québec de porter des accusations à l'endroit de plus de mille suspects, dont 286 ont été condamnés pour gangstérisme.

Le crime organisé étant une réalité évolutive, un autre défi se pose toutefois aujourd'hui aux décideurs publics, celui de tenir en échec les gangs de rue. On dénombre au Canada plus de 300 gangs de rue, lesquels comptent 11000 membres et associés. Ces groupes criminels posent un défi différent aux organismes responsables de l'application de la loi, notamment parce qu'ils sont moins structurés et hiérarchisés que la mafia ou les autres groupes du crime organisé traditionnel.

Les membres des gangs de rue sont souvent également moins facilement identifiables que ceux des groupes de motards criminalisés qui se promènent avec des « patch ». Ou encore, lorsqu'il y a écoute électronique, le matériel recueilli est souvent en langue étrangère, ce qui entraîne des coûts considérables au plan de la traduction pour les services policiers qui veulent utiliser cette information en preuve.

Ces obstacles n'ont cependant pas empêché le ministère public d'obtenir la condamnation de 11 membres du « gang de la rue Pelletier ». Cette condamnation constituait une première puisque jamais auparavant un gang de rue n'avait été reconnu coupable de gangstérisme.

Les difficultés rencontrées au cours de ce procès doivent toutefois nous amener à nous questionner sur la nécessité d'amender le Code criminel pour actualiser la définition des organisations criminelles de façon à ce qu'elle corresponde aux besoins nouveaux de la justice.

Organisation criminelle

Par exemple, telle qu'elle est définie à l'heure actuelle, une organisation criminelle doit nécessairement obtenir un avantage matériel de ses activités

LA BOÎTE AUX LETTRES

Mes excuses aux syndiqués d'Olymel

J'avoue qu'au cours des dernières semaines, j'ai n'ai pas eu beaucoup d'empathie envers les positions prises par les employés d'Olymel. Même si je pense toujours qu'une entreprise ne peut survivre longtemps en accumulant des pertes, la partie patronale a perdu beaucoup de crédibilité à mes yeux lorsque j'ai entendu la première conférence de presse de son dirigeant. Alors que, dans une telle situation, la première responsabilité d'un chef est de prêcher par l'exemple pour recoller les morceaux brisés, celui-ci n'a pas trouvé mieux à dire qu'une de ses priorités serait de revoir à la hausse la rémunération de ses cadres. Avec un tel dirigeant, Olymel est loin d'être sorti de ses problèmes et je comprends mieux aujourd'hui l'exaspération des employés syndiqués. À mon tour d'être profondément dégoûté.

Gilles Lacoste
Sainte-Thérèse

La même méthode

Pierre Arcand n'a pas à présenter d'excuses à Mario Dumont. D'abord parce que Jean-Marie Le Pen, si peu sympathique qu'il soit, est un homme politique parfaitement légal, en exercice, et sur lequel ne pèse plus aucune accusation criminelle ou menace de non éligibilité. Comparer un autre homme politique à Le Pen ne constitue donc pas, juridiquement, une insulte délictueuse, ni même une



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

On dénombre au Canada plus de 300 gangs de rue, note l'auteur.

criminelles, un avantage notamment financier. Or, les activités des gangs de rues ne sont pas forcément toujours guidées par des avantages purement financiers ou matériels. Un gang de rue qui commettrait des actes violents à des fins gratuites, par exemple lors de fusillades au volant, lors de tirs échangés avec des membres d'un autre groupe ou simplement à l'occasion d'une erreur sur la personne, comme ce fut le cas encore tout récemment à Montréal, peut ainsi échapper à la définition actuelle d'organisation criminelle.

Les gangs de rue posent un défi différent aux organismes responsables de l'application de la loi, notamment parce qu'ils sont moins structurés et hiérarchisés que la mafia.

Mais l'actualisation de la définition d'organisation criminelle n'est pas suffisante. D'autres dispositions sont nécessaires afin de nous doter d'outils plus efficaces dans la lutte au crime organisé.

Il y a moins d'une dizaine de procureurs de la Couronne, à travers le Québec et le Canada, qui bénéficient d'une formation concernant le phénomène des gangs de rue. Je propose donc qu'Ottawa mette à la disposition des procureurs généraux du Québec et des provinces

un fonds suffisant pour former certains procureurs de la Couronne afin de leur permettre de se familiariser avec le fonctionnement de ces gangs de rue et ainsi d'apprécier de façon plus précise la preuve apportée devant les tribunaux.

En deuxième lieu, il est urgent que le gouvernement fédéral mette sur pied une base de données à la disposition des policiers et de tous les officiers de l'État directement concernés, où toute l'information pertinente à la lutte contre les gangs de rue sera facilement et rapidement disponible.

Enfin, il faut élargir l'espace de manœuvre des policiers pour leur permettre des filatures par système mondial de positionnement (GPS) qui soient de même durée que celles des mandats d'écoute électronique, soit un an. Ainsi, les policiers seront en mesure de mieux étoffer leurs dossiers avant de se présenter devant les tribunaux.

La présence dans nos collectivités de plusieurs gangs de rue laisse présager des lendemains troublants. Pour le Bloc québécois, la stratégie du gouvernement fédéral est bien davantage cosmétique qu'elle n'est efficace. Les vertus dissuasives de l'orientation consistant à imposer des peines minimales obligatoires sont loin d'être prouvées. Il est plutôt nécessaire de donner aux policiers les meilleurs outils pour amener les criminels devant les tribunaux et, à terme, obtenir des condamnations appuyées d'une preuve solide.

/// Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

infraction. Ensuite, parce que la comparaison que fait Pierre Arcand est justifiée. Même si l'on peut croire que Mario Dumont n'est pas, au fond de lui-même, le raciste que pourrait bien être Le Pen, il n'en reste pas moins qu'il utilise la même détestable méthode pour se construire un capital politique. La recette est connue: prenez un fait insignifiant (par exemple un dérapage bénin du communautarisme), enflez-le au point qu'il vienne gratter l'eczéma du chauvinisme toujours présent dans toutes les sociétés même les plus démocratiques, et vous gagnez instantanément 15 points dans les sondages!

Alain Guex

Utilisation du mensonge

À quand une discussion sérieuse sur l'utilisation du mensonge et de l'hypocrisie, utilisés par les compagnies pour vendre des produits ou des services? La présente pub de CIALIS à la télé est un exemple parfait de ce genre de truc. Le couple utilise le mensonge et l'hypocrisie envers leurs amis pour justifier un morceau de cul! Et cette pub passe à toute heure de la journée. Comment pouvons-nous montrer à nos jeunes à être honnêtes lorsqu'on leur fait voir des cochonneries de la sorte. Sans mentionner l'utilisation de la violence, la haine, etc. Maudite belle société que le monde corporatif est en train de bâtir!

Marcel Pilon

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Plus d'éloges. Moins de carburant.

La Fit est maintenant « la voiture la plus économique en carburant de sa catégorie » et la meilleure petite voiture de moins de 18 000 \$, selon EnerGuide et l'Association des journalistes automobile du Canada. Peut-être est-ce parce que la Fit est alimentée par un moteur VTEC^{MD} de 1,5 litre avec 16 soupapes et 4 cylindres incroyablement efficace. Ou peut-être est-ce pour ses sièges Magic Seat^{MD}, qui vous permettent de passer du mode « Utilitaire » de 1 186 litres d'espace de chargement au mode « Vertical », d'une hauteur libre de 122 cm, au mode « Long » pour ranger des objets de 238 cm. D'une façon comme d'une l'autre, découvrez comment la Fit peut vous séduire à honda.ca.

LE VÉHICULE LE PLUS
ÉCONOMIQUE EN CARBURANT
DE SA CATÉGORIE

ENERGUIDE



ASSOCIATION
DES JOURNALISTES
AUTOMOBILE
DU CANADA



HONDA

